

LE DEVOIR

Vol. XCI N° 272

LE MARDI 28 NOVEMBRE 2000

87c + TAXES = 1\$

LE TOUR DU CHAPEAU

PERSPECTIVES

Les solitudes

Les résultats définitifs des élections fédérales 2000 n'étaient pas encore connus qu'on savait déjà, et ce, dès les derniers jours, que ce scrutin renforcerait un morcellement. Morcellement de l'échiquier politique, de l'électorat et, surtout, du pays.

Jour après jour, les discours de la plupart des chefs ont creusé un peu plus les lignes de fracture, opposant des visions de l'économie, du rôle de l'État et de la fédération ancrées dans la culture politique de leur région de prédilection.

Par le passé, l'énumération des bastions des partis aboutissait à une liste de circonscriptions disparates qui pouvaient finir par former un chapelet dans tout le pays. Aujourd'hui, des provinces entières forment des blocs qui excluent presque sans partage le point de vue de l'autre.

Ce phénomène a gagné en acuité en 1993 avec l'entrée en scène du Bloc québécois et du Reform — aujourd'hui l'Alliance — et l'accession des libéraux au pouvoir grâce à l'appui massif des Maritimes et de l'Ontario.

En 1997, seul le bloc atlantique a bougé pour prendre sous son aile les conservateurs et les néo-démocrates. Trois ans plus tard, ces divisions ne se sont pas atténuées mais cristallisées.

Pour l'Ouest et son favori allianciste Stockwell Day, la préférence va au néo-libéralisme économique à forte saveur américaine, à la responsabilité individuelle et à un rôle réduit de l'État. Le populisme traditionnel de cette région domine en matière sociale et de justice. Le gouvernement central est invité à s'effacer davantage au profit de provinces plus autonomes et d'une fédération plus relâchée. Ottawa est vu comme une force souvent hostile aux aspirations de l'Ouest, peu importe le domaine.

Au Québec, la majorité francophone boude encore, en grande partie, les libéraux, en particulier la vision de la fédération que défend avec acharnement Jean Chrétien. Le fait que ces électeurs persistent à appuyer le Bloc montre que la question de la place du Québec au sein de la fédération reste entière et qu'elle ne pourra pas continuer à être évacuée comme elle l'est depuis sept ans.

En Ontario, on ne peut s'opposer à un gouvernement central fort qu'on contrôle et surtout qu'on considère comme sien. Ontarien et Canadien y sont souvent vus comme synonymes. Conservateurs et alliancistes y ont des appuis mais les libéraux y dominent, même si c'est l'inverse au niveau provincial. En Atlantique, l'appui au gouvernement central fort tient de la nécessité. Mais ce soutien n'est pas inconditionnel. On veut être respecté et que ce pouvoir ne s'exerce pas seulement sous l'influence de la puissante Ontario.

La concentration du pouvoir entre les mains du premier ministre, ajoutée au fait que le gouvernement a pu être élu à plusieurs reprises par une minorité de Canadiens concentrés dans une région, exacerbe le sentiment d'aliénation et même d'exclusion ressenti dans différents coins du pays. Ce sentiment est particulièrement vif dans l'Ouest où on estime ne pas avoir un poids politique proportionnel à son poids économique. La campagne menée par les libéraux, axée sur le dénigrement du programme de l'Alliance, de son chef et de tout ce qu'il représente, et les déclarations du premier ministre sur les politiciens de l'Alberta n'ont pas aidé à atténuer le malaise.

Des ponts pourraient être construits pour tenter de faire contrepoids, de calmer ces frustrations régionales. Malheureusement, ce n'est pas le discours qui a dominé cette campagne, surtout pas du côté du gagnant. De plus, aucun chef fédéraliste n'est parvenu à concilier les conceptions du pays auxquelles croit chaque région.

Le premier ministre Chrétien a plutôt avivé des clivages déjà profonds. Et ceux qui, comme Stockwell Day ou Joe Clark, ont osé parler de tendre la main ont récolté les quolibets d'usage. Surtout quand ils visaient les nationalistes québécois. Quand aux gens de l'Ouest, ils ont vu leurs idées ridiculisées et leurs valeurs jugées non canadiennes.

Quand à la majorité francophone québécoise, elle s'est fait dire qu'il serait inutile de voter pour le Bloc sans pour autant se faire offrir autre chose que la *statu quo*. Les bloquistes, dans ce contexte, maintenaient le cap sur la souveraineté tout en s'efforçant de s'attirer la faveur des fédéralistes en attendant d'une meilleure solution que celle présentée par les libéraux.

Jean Chrétien avait dit cet été, à un journal d'Ottawa, qu'on ne pouvait pas convaincre un souverainiste mais seulement le combattre. Il a démontré au cours des cinq dernières semaines qu'il s'en tenait à cette

VOIR PAGE A 10: SOLITUDES

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 9
Avis publics..	B 8	Monde.....	B 6
Bourse.....	B 2	Mots croisés..	B 4
Culture.....	B 8	Météo.....	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 5
Éditorial.....	A 8	Télévision.....	B 9

Jean Chrétien remporte son pari L'Atlantique a pardonné aux libéraux



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À 10h précises hier, le chef du Parti libéral Jean Chrétien a voté à l'école de Sainte-Flore, à Grand-Mère, dans le comté de Saint-Maurice.

Non, ça change pas le monde Les personnes sans domicile fixe ont voté pour la première fois

JEAN DION
LE DEVOIR

Non, ça change pas le monde. Et cette fois, il n'y a pas de «sauf que».

Voter? À midi hier, Jean-Marie n'avait pas l'intention de le faire: «Je ne crois pas à ça». Geneviève, elle, était certaine que non: «C'est complètement ridicule». Robert irait peut-être, «quitte à annuler» ou à appuyer un candidat marginal, «le communiste, par exemple». Roger, dit «le rebelle», se proposait pour sa part de passer au bureau de vote, «par devoir»: dans sa mire, le Parti marijuana.

Café de la rue, rue Amherst. Par l'arrière, le resto à prix modiques communique avec la salle de rédaction du journal *L'itinéraire*, située, elle, sur Ontario. Entre les deux, faisant le coin, ô ironie, un commerce de prêts sur gages. C'est jour d'élections, mais il faudrait une imagination très fertile pour y déceler une quelconque effervescence politique. Même si, pour la première fois, les sans-abri ont un droit de vote «élargi».

«Quand tu te demandes si tu vas manger et où tu vas coucher, le vote, tu sais...», dit Jean-Marie, qui proteste d'abord contre la catégorie «itinérants» utilisée à gauche et à droite. «L'itinérance, c'est avant tout la solitude. Ce n'est pas un groupe. Prends mille personnes, tu vas avoir mille histoires différentes.»

Il est bien placé pour le savoir: il a lui-même fait la rue, pendant une dizaine d'années. *Idem* pour les autres. Il faudrait des dizaines d'articles comme celui-ci pour seulement commencer de raconter leurs histoires complètement torpues, à peine croyables, désespérément humaines. Drogue, alcool, prostitution, isolement, les uns précédant les autres ou vice-versa, le cycle infernal à la fois bien connu et si méconnu les a tous projetés au tapis, sauf qu'il n'y avait pas de tapis. Que le béton froid du trottoir.

Aujourd'hui, ils travaillent tous à un degré ou un autre au café ou au journal. Sortis de l'auberge? Pas mal, dit Jean-Marie, «mais la ligne est si mince, et

VOIR PAGE A 10: DOMICILE

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

Et de trois pour Jean Chrétien. Le premier ministre sortant a été reconduit dans ses fonctions hier soir alors que le Parti libéral a remporté une troisième victoire électorale consécutive. Les libéraux formeront un gouvernement majoritaire.

Jean Chrétien a ainsi réitéré l'exploit du chef libéral Wilfrid Laurier, qui avait donné à son parti trois gouvernements majoritaires consécutifs de 1900 à 1911. M. Chrétien doit sa victoire à cette 37^e élection canadienne aux gains de sept sièges qu'il a faits dans les Maritimes, à la domination qu'il a maintenue dans son bastion ontarien et à la position qu'il semblait en voie de conserver au Québec.

Au Québec, le Bloc québécois était en avance dans 34 des 75 circonscriptions du Québec. Le chef Gilles Duceppe a été réélu dans son comté.

Pour le Bloc, qui avait mené une campagne désastreuse en 1997, il était important de ne pas passer sous la barre des 44 sièges (son score à la précédente élection). Le chef Gilles Duceppe s'était préparé minutieusement pour cette élection, et il était visiblement prêt. Il avait même mené un blitz de 36 heures en fin de campagne pour inviter les troupes à ne rien tenir pour acquis en fin de parcours. M. Chrétien, quant à lui, caressait l'espoir d'obtenir une majorité des sièges au Québec (donc au moins 38). Depuis le rapatriement de la Constitution en 1982, le Parti libéral (qui avait alors 74 des 75 sièges du Québec) n'a jamais réussi à faire réélire une majorité de députés dans la province.

M. Chrétien avait déclenché des élections hâtives, prétextant qu'il fallait mener un débat de «valeurs» avec l'arrivée de l'Alliance canadienne. Il avait ainsi pris au dépourvu son principal rival à l'extérieur du Québec. À la dissolution du Parlement, le Parti libéral détenait 161 sièges, l'Alliance canadienne en avait 58, le Bloc québécois 44, le Parti conservateur 15 et le NPD 19. Il y avait aussi deux indépendants.

Au moment de mettre sous presse, l'Alliance canadienne était en avance dans 41 circonscriptions. Le

VOIR PAGE A 10: CHRÉTIEN

■ Autres informations
en pages A 3, A 4 et A 5



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«Quand tu te demandes si tu vas manger et où tu vas coucher, le vote, tu sais...»

Gore au pied de la muraille

PASCAL RICHÉ
LIBÉRATION

Gore et Lieberman sont prêts à se battre jusqu'à leur dernière cartouche juridique.

Washington — Al Gore continue, mais où va-t-il? Officiellement distant de 530 voix en Floride, il refuse de concéder la défaite. Il est prêt à se battre jusqu'à sa dernière cartouche juridique. Hier soir, dans un discours solennel à la Nation, il devait expliquer le sens de son acharnement. Il a déjà donné dimanche un aperçu de son message: «J'estime qu'il est vital pour notre démocratie de s'assurer que chaque voix soit comptée, particulièrement s'il s'agit d'une élection serrée», a-t-il déclaré devant sa demeure vice-présidentielle, près de l'observatoire, à Washington. Son colistier Joe Lieberman, contestant la proclamation de résultats «incomplets et inexactes», a renchéri sur le thème des principes: «Ce qui est en jeu, ce n'est pas moins que le droit de vote sacré de chaque Américain». Maintenant qu'il a été oint par les autorités de Floride, son rival George W. Bush a beau

jeu de dénoncer le jusqu'au-boutisme de son rival, «néfaste pour le pays». Il a confié à son colistier Dick Cheney le soin de préparer l'équipe de transition.

Pour comprendre l'acharnement de Gore, il faut se mettre à sa place. Il a obtenu la majorité des votes dans le pays, avec quelque 300 000 voix d'avance; si le chemin de la Maison-Blanche lui est barré, c'est pour une bête raison technique tenant à la complexité du système électoral américain. Il est par ailleurs convaincu que la majorité des électeurs de Floride a eu l'intention de voter pour lui: à Palm Beach, des centaines de gens se sont trompés de cases et ont voté pour Pat Buchanan (candidat ultraconservateur) au lieu de voter pour lui; à Miami-Dade, où 10 750 bulletins n'ont pas été lus par des machines, un recomptage manuel lui assurerait là à coup sûr plusieurs centaines de voix. Al Gore peut donc avoir le sentiment

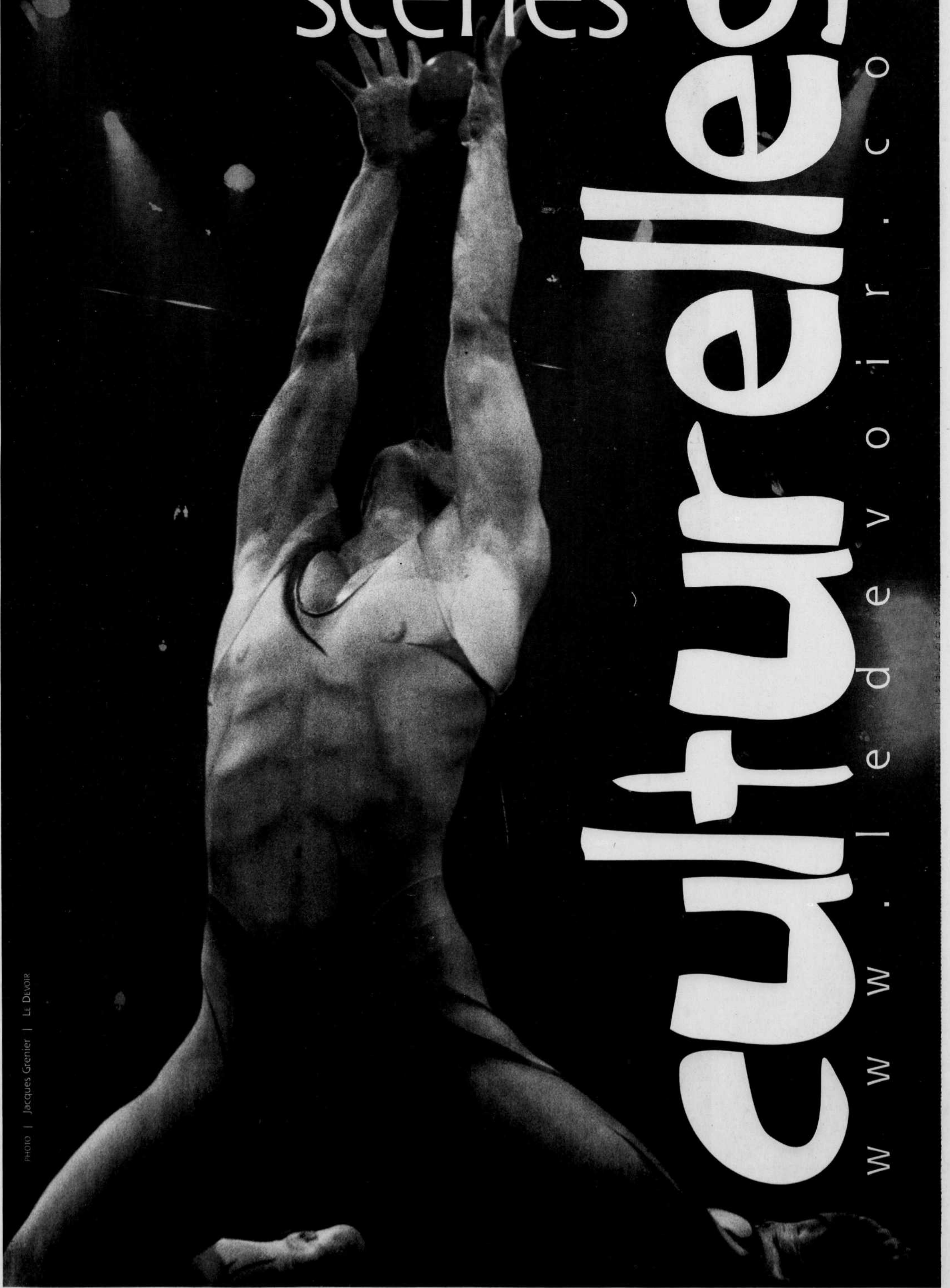
VOIR PAGE A 10: GORE

■ Autres informations en page B 6

LE DEVOIR
présent
sur toutes les
scènes

elles
multir
elles

W W W . I e d e v o i r . c o m



LE DEVOIR

ÉLECTIONS 2000



Christian Rioux

L'image du Canada sort écorchée de cette élection

C'est dans l'indifférence la plus complète que les capitales européennes attendaient hier les résultats de l'élection canadienne dont l'issue ne devait être connue qu'au petit matin. On peut cependant déjà dire que rarement une élection canadienne aura suscité si peu d'intérêt à l'étranger. Rarement également l'image internationale d'un premier ministre canadien aura-t-elle été aussi égratignée.

Contrairement à son habitude, l'ambassade canadienne en France n'a pas ouvert ses portes pour permettre aux Canadiens qui vivent dans la capitale d'écouter les résultats en direct. «Personne n'en a manifesté l'intérêt, pas même les étudiants canadiens à Paris», précise-t-on. Il faut dire que la soirée était diffusée toute la nuit sur TV5.

Même un journal aussi féru d'international que *Le Monde* n'a consacré qu'un seul article à l'élection. Il concerne Michel Laporte, le sans-abri de l'Accueil Bonneau candidat dans Westmount. Ceux qui en ont parlé ont souvent dessiné le portrait d'un pays plus divisé que jamais. Quand ils n'ont pas évoqué un scrutin motivé par des enjeux essentiellement électoralistes.

Le Figaro raconte que les Canadiens «ont eu droit à une surenchère de promesses électorales». Les propos xénophobes d'un candidat de l'Alliance canadienne et les soupçons sur l'intégrité du premier ministre «ont achevé de pourrir le climat électoral». Le journaliste conclut que «les Canadiens ont aujourd'hui bien du mal à se rappeler qu'ils vivent dans l'un des meilleurs pays du monde».

Le quotidien *Libération* explique longuement que cette élection est le fruit de «préoccupations électoralistes». «Les voix qui appellent l'actuel ministre des Finances Paul Martin à prendre en main les libéraux se font entendre chaque jour davantage», dit le correspondant de Montréal. Le journal économique *Les Echos* dresse un bilan économique plutôt positif du gouvernement sortant. Il dit cependant que «s'il avait pu raser les murs», Jean Chrétien «l'aurait sans doute fait...»

La presse britannique n'a pas été plus tendre. *The Independent* écrivait dimanche que les Canadiens sont de plus en plus fatigués de «leur truculent et gaffeur de premier ministre...» mais qu'ils ne sont pas encore assez désillusionnés pour choisir Stockwell Day.

«La population ne se plaint pas de son âge, 66 ans, mais plutôt de son style suranné de politicien politique» (old-fashioned style of politicking). Stockwell Day passe quant à lui pour un homme qui croit «que l'univers a 6000 ans et que les premiers hommes sont apparus avec les dinosaures». S'il faut en croire ce quotidien, la campagne électorale n'a mis en scène que des perdants.

Faute de se passionner pour l'élection, certains médias ont parlé d'autre chose. Le magazine *L'Express* et la chaîne culturelle Arte se sont notamment intéressés à l'immigration au Canada.

«Un Canada un peu moins Chrétien», titrait hier *Le Soir* de Bruxelles en anticipant les résultats d'aujourd'hui. En cours de campagne, le quotidien belge n'a pas manqué de souligner que l'ouvrage politique le plus vendu en ce moment au Québec s'intitule *Les Chrétienneries*. Après avoir cité quelques extraits, le journal qualifie cette compilation des perles du premier ministre de condensé «de la sagesse populaire canadienne». Pour une fois qu'on ne rit pas des Belges...



Le chef libéral Jean Chrétien et son épouse, Aline, ont attendu les résultats du scrutin avec leurs petits-enfants: Jacqueline, Maximilien et Philippe.

PLC: 19 NPD: 9 PC: 4

L'Atlantique a pardonné aux libéraux de Jean Chrétien

Néo-démocrates et conservateurs ont perdu sept comtés

JUDITH LACHAPELLE
LE DEVOIR

Dix-neuf libéraux, neuf conservateurs, quatre néo-démocrates. La bande de Jean Chrétien a réussi à reprendre le pouvoir dans l'Atlantique après en avoir été écarté en 1997. C'est le Parti conservateur, même s'il a recueilli 32 % des voix, qui a pâti de la remontée des libéraux en perdant quatre circonscriptions. Le Nouveau Parti démocratique, quant à lui, a perdu trois députés.

La plupart des vedettes de la région sont revenues au pouvoir. Le ministre de l'Industrie Brian Tobin, le chef du NPD Alexa McDonough, le Solliciteur général Lawrence MacAulay et la conservatrice Elsie Wayne reviennent tous à Ottawa. L'ancienne néo-démocrate passée chez les conservateurs, Angela Vautour, a été défait.

La carte électorale de l'Atlantique se trouve être la plus multicolore depuis l'arrivée du PLC au pouvoir. En 1993, les libéraux avaient rafalé toutes les circonscriptions sauf une, celle d'Alexa McDonough dans Halifax. En 1997, violemment de situation: les provinces atlantiques décident de faire payer aux libéraux une réforme de l'assurance-chômage et une vague de compressions budgétaires dans les programmes sociaux qui ont eu des conséquences dévastatrices dans la région. Vingt circonscriptions sur 32 étaient alors pas-

sées aux mains du NPD et des conservateurs.

Cette année, les électeurs de l'Atlantique semblent avoir pardonné aux libéraux. La Nouvelle-Écosse, qui les avait totalement boudés en 1997, a donné quatre sièges aux libéraux, en a laissé quatre aux conservateurs et trois députés au NPD. Les libéraux ont également fait un gain à Terre-Neuve par rapport à 1997, ont conservé toute l'Île-du-Prince-Édouard et ont gagné trois autres circonscriptions au Nouveau-Brunswick.

Le chef du NPD, Alexa McDonough, a au moins conservé sa circonscription de Halifax, tout comme Peter Stoffer. Mais son parti, qui avait fait élire six députés en Nouvelle-Écosse en 1997, en a perdu trois.

Le conservateur Scott Brison, qui avait laissé son siège à Joe Clark, a été réélu dans Kings-Hants. Le conservateur Bill Casey et son collègue Peter MacKay, qui est considéré par certains comme le successeur de Joe Clark, reviennent à Ottawa. La très convoitée circonscription de Dartmouth a échappé à l'ancien sénateur libéral devenu responsable de l'Agence de développement économique de l'Atlantique, Bernard Boudreau. La gagnante, la néo-démocrate Wendy Lill, a également défait le conservateur Tom McInnis, ancien ministre de la Justice de Nouvelle-Écosse.

Les électeurs terre-neuviens n'ont donc pas boudé leur ex-premier ministre qui est revenu dans l'arène fédérale avant d'avoir terminé son mandat provincial.

Brian Tobin a effectivement défait le député conservateur Jim Morgan, ancien ministre des Pêches de la province, dans la circonscription de Bonavista-Trinity-Conception. Georges Baker, ex-ministre des Anciens combattants, dépossédé de son titre à l'arrivée de Brian Tobin au cabinet en octobre, a été réélu dans Gander-Grand Falls.

Le vétéran député s'est présenté pour la première fois en 1974. Le transfuge libéral Bill Matthews a défait l'ancien leader du NPD de Terre-Neuve passé chez les alliancistes, Peter Fenwick.

Le Nouveau-Brunswick a élu six libéraux, trois conservateurs et un néo-démocrate. Le libéral Dominic LeBlanc, le fils de l'ancien gouverneur général Roméo LeBlanc, a défait la députée conservatrice Angela Vautour, anciennement au NPD. La ministre du Travail, Claudette Bradshaw, a été réélue dans Moncton-Riverview-Dieppe, tout comme l'ancien Solliciteur général Andy Scott. Elsie Wayne, qui avait mené seule le bateau conservateur avec Jean Charest de 1993 à 1997, revient encore une fois à Ottawa. Le NPD a conservé Acadie-Bathurst avec Yvon Godin, qui a défait Jean Gauvin, ancien ministre conservateur provincial passé à l'Alliance, de même que le libéral Bernard Thériault.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le Solliciteur général Lawrence MacAulay a conservé son siège, comme ses trois autres collègues libéraux de la province.

Un vent du sud a soufflé sur le Canada

Des électeurs furieux sont partis avant d'avoir pu voter

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

La journée électorale d'hier s'est déroulée sans trop d'anicroches, à l'exception de deux circonscriptions de Montréal et de Toronto où l'ouverture de certains bureaux de vote, reportée de plusieurs heures, a pris des allures quelque peu «floridiennes», au grand dam d'électeurs frustrés.

Le scrutin a effet connu un mauvais départ hier matin dans la circonscription montréalaise de Westmount-Ville-Marie, où trois bureaux de vote sur 16 ont ouvert avec trois heures de retard, provoquant l'ire de nombreux citoyens qui faisaient le pied de grue dès 9h30. Selon Elections Canada, trois scrutateurs et trois greffiers ont en effet omis de se présenter dans les bureaux de vote qui leur avaient été désignés dans la Petite-Bourgogne, provoquant tout un branle-bas de combat au Centre éducatif des adultes de la rue Delisle, où s'est rapidement formé un attroupement d'électeurs frustrés.

«Je m'en vais chez moi et je ne reviens pas!», a tonné une dame, quittant le bureau de scrutin en trombe. Une autre femme, arrivée de bon matin pour remplir son devoir de citoyenne s'est exclamée: «C'est incroyable, c'est la première fois que je vois un tel bordel!»

Selon le porte-parole d'Elections Canada, Francis Charest, c'est l'absence des isolements et des urnes, remis la veille au personnel ayant fait faux bond, qui a entraîné ces délais

importants. «Nous avons dû amener sur place de nouvelles urnes et de nouveaux isolements avant de pouvoir procéder à l'ouverture de ces bureaux vers 12h30», a-t-il expliqué. Selon Irene Martin, la directrice du scrutin dans Westmount-Ville-Marie, les employés manquant à l'appel, engagés à la dernière minute faute de personnel, auraient décidé hier de rester au bercail en raison du temps maussade!

Le même genre de ratés a aussi frappé la circonscription torontoise de Saint-Paul's à Toronto, où sept bureaux de scrutin n'ont pu ouvrir leurs portes qu'à 13h20, faute de personnel. Dans cette circonscription du centre de Toronto, au moins sept scrutateurs et sept greffiers ont manqué à leurs devoirs hier matin, ce qui a grandement affecté le déroulement normal du scrutin jusqu'en début d'après-midi. On évalue à plus 1500 personnes le nombre d'électeurs inscrits dans les sections de vote affectées.

En raison de ces contretemps, Elections Canada a même envisagé en début d'après-midi la possibilité de prolonger le vote de quelques heures dans Westmount-Ville-Marie, représentée par la ministre libérale Lucienne Robillard, et Saint-Paul's, représentée par sa collègue libérale Carolyn Bennett. Mais il a finalement été décidé de ne pas aller de l'avant.

De délais ont aussi été signalés dans plusieurs circonscriptions, dont Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, Verchères-Les Patriotes et Terrebonne-Blainville, la plupart du

temps en raison de l'absence de personnel. Dans plusieurs circonscriptions, la hausse du nombre important d'électeurs souhaitant s'inscrire tardivement à la liste électorale a occasionné certains retards. «Il y a eu une grande affluence de ce type d'électeurs ce matin. Nous avons dû ajouter des agents d'inscriptions pour subvenir à la demande», a indiqué une adjointe de la directrice du scrutin dans la circonscription d'Argenteuil-Papineau-Mirabel.

À Saint-Romuald dans la région de Québec, des électeurs se sont quant à eux heurtés à des portes closes, l'adresse de certains bureaux de vote ayant été changée à la dernière minute. Des délais ont aussi été observés dans Louis-Hébert, en tout début de matinée.

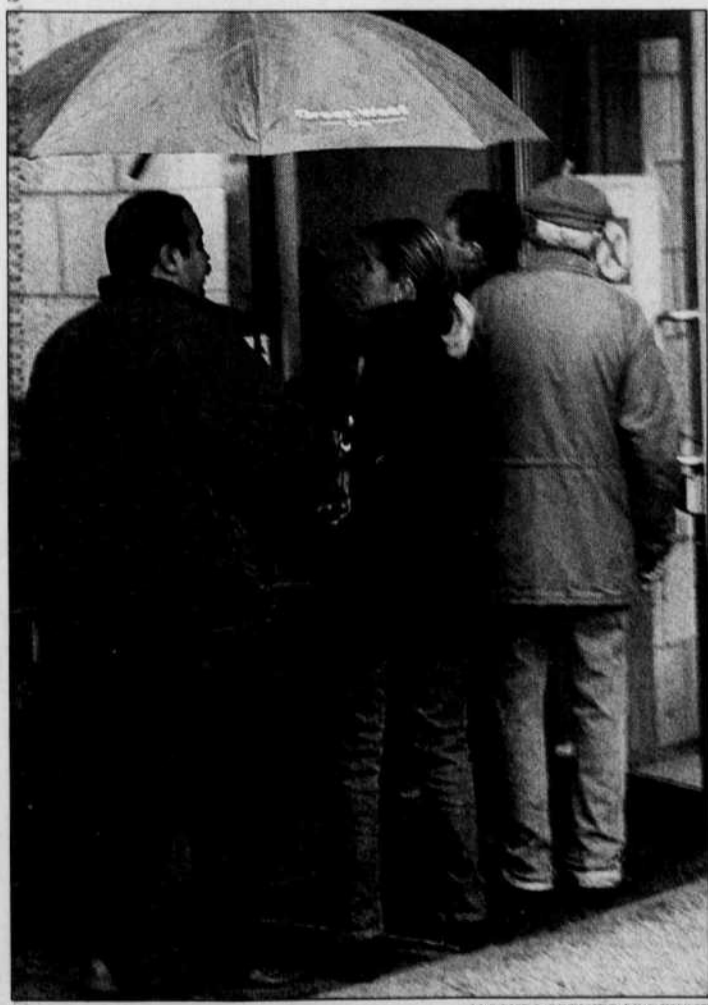
Le temps maussade ne semble pas avoir eu raison de l'enthousiasme des électeurs, même dans la région du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, du Saguenay-Lac Saint-Jean, et au Nouveau-Brunswick où la neige était au rendez-vous hier matin. «Les gens sont venus très tôt ce [hier] matin, craignant avoir du mal à se rendre plus tard dans la journée. On dirait même que le temps a eu l'effet contraire», commentait hier Ann Clements, une employée d'Elections Canada à Gaspé.

Quelques retards ont aussi été signalés dans une vingtaine de bureaux de scrutin dans les Maritimes, où le vote s'est amorcé deux heures plus tôt qu'au Québec. À Dartmouth, le nom de plusieurs personnes n'apparaissait pas sur la liste électorale, des erreurs ayant

été commises, affectant des immeubles entiers et parfois même des rues. Un incident inusité à par ailleurs été signalé en fin d'après-midi dans le nord de la Nouvelle-Écosse, où un homme s'est enfilé d'un bureau de vote avec une urne. Avant d'être interpellé, il a eu le temps de jeter son butin dans une bouche d'égout, ce qui a obligé 125 électeurs à voter une deuxième fois.

Il était difficile de prédire hier le taux de participation qui, à l'élection fédérale de 1997, s'était établi à 67 %, en baisse constante depuis 20 ans. Quelque 20,4 millions d'électeurs figuraient sur les listes électorales, dont 5 410 910 au Québec, pour choisir parmi les 1808 candidats de 11 formations politiques cherchant à se faire élire dans les 301 circonscriptions canadiennes. Les électeurs avaient jusqu'à 10h (heure normale de l'Est) en Colombie-Britannique et au Yukon, 21h30 au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, 19h30 dans les Maritimes et 19 heures à Terre-Neuve, pour exercer leur droit de vote dans chacun des 55 082 bureaux de scrutins fixes disséminés dans tout le pays. À cette élection, on comptait aussi 2473 bureaux de scrutin itinérants.

Elections Canada prévoyait que le nombre d'électeurs qui s'inscriraient tardivement à la liste électorale, au nombre de 415 000 à la dernière élection, serait en hausse de 50 % cette année. Quelque 737 590 Canadiens avaient quant à eux déjà voté par anticipation les 17, 18 et 20 novembre derniers.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les électeurs du Québec et des Maritimes ont dû affronter la pluie et la neige pour exercer leur droit de vote.

ÉLECTIONS 2000

LE CHOIX DES CANADIENS

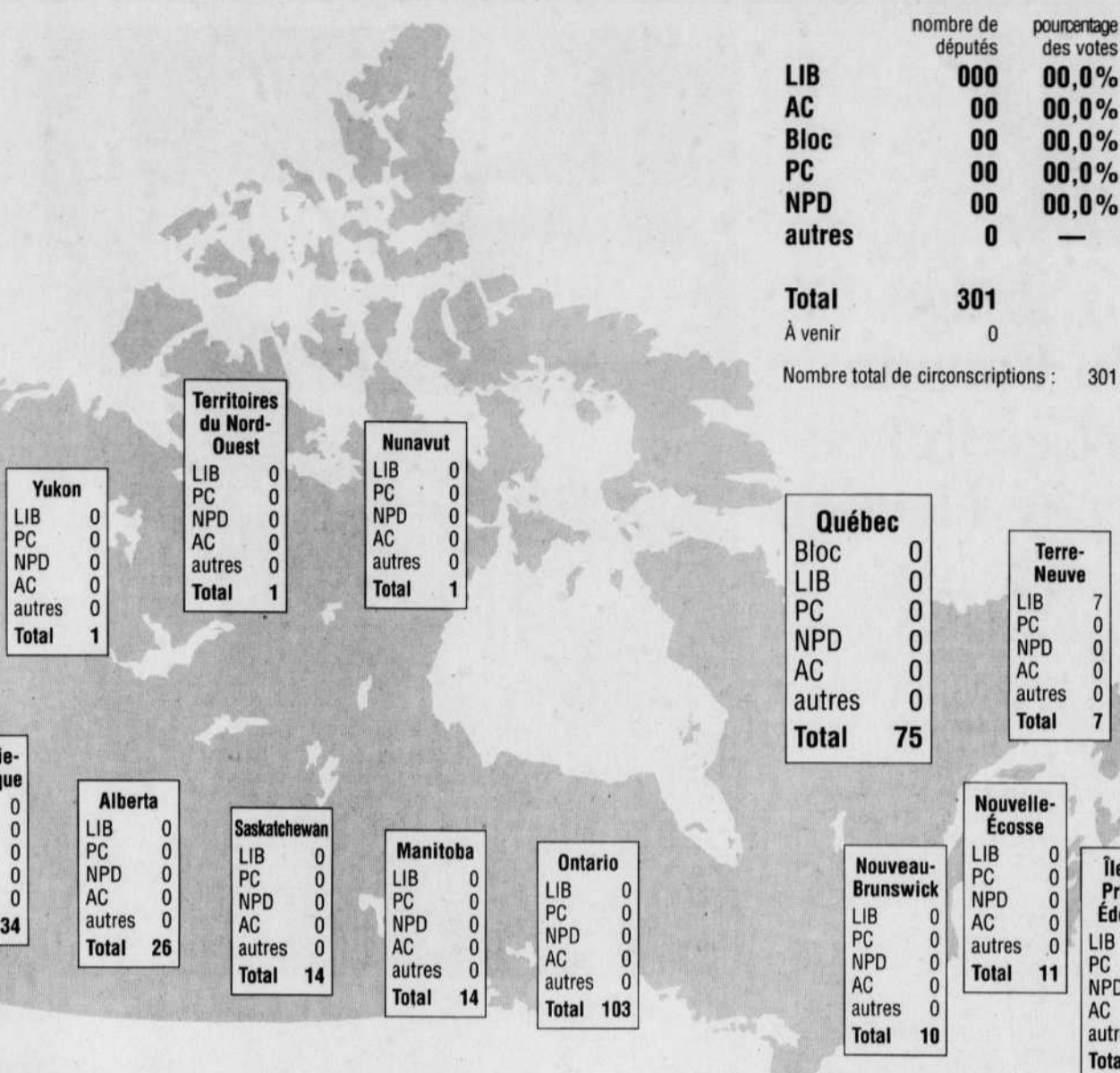
(Tous droits réservés, 2000, par la Presse canadienne)

Voici les résultats du vote aux élections fédérales de 2000 tels que compilés par la Presse canadienne.

Entre parenthèses suivant le nom de la circonscription, on trouve le nom du parti gagnant lors du dernier scrutin général ou d'une élection complémentaire et la majorité obtenue.

LÉGENDE:

- AC — Alliance canadienne
- BQ — Bloc québécois
- COM — Communiste
- Ind — Indépendant
- Lib — Libéral
- LN — Parti de la loi naturelle
- ML — Marxiste-léniniste
- NPD — Nouveau Parti démocratique
- PAC — Parti de l'Action canadienne
- PC — Parti conservateur
- PM — Parti marijuana
- PV — Parti vert
- x — député sortant



	nombre de députés	pourcentage des votes
LIB	000	00,0%
AC	00	00,0%
Bloc	00	00,0%
PC	00	00,0%
NPD	00	00,0%
autres	0	—

Total 301
 À venir 0
 Nombre total de circonscriptions : 301

LES RÉSULTATS DES 75 CIRCONSCRIPTIONS DU QUÉBEC

Circonscription	Parti Gagnant	Député	Circonscription	Parti Gagnant	Député
BAS ST-LAURENT GASPÉSIE-C.-NORD			Bas-Saint-Laurent	LIB	Yves Lévesque
Bonaventure-Gaspé-Îles-de-la-Madeleine-Pabok (BQ 179) 0:999	BQ	Raymond Gauthier	Beauce	LIB	Yves Lévesque
Charlevoix (BQ 9 954) 0:999	BQ	Yves Lévesque	Beauce-Nord	LIB	Yves Lévesque
Champlain (BQ 7 772) 0:999	BQ	Julie Boulet	Beauce-Sud	LIB	Yves Lévesque
Chaudière (BQ 10 614) 0:999	BQ	Yves Lévesque	Beauport-Montmorency-Côte-de-Beaupré-Île-d'Orléans (BQ 8 131) 0:999	BQ	Yves Lévesque
Estrie			Chicoutimi-Le Fjord (BQ 3 317) 0:999	BQ	Yves Lévesque
Île-du-Prince-Édouard			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Manitoba			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Ontario			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Québec			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Saskatchewan			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Alberta			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Colombie-Britannique			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Yukon			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Territoires du Nord-Ouest			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque
Nunavut			Chicoutimi-Matane	BQ	Yves Lévesque

• ÉLECTIONS 2000 •

Les politiciens font leur devoir de citoyen!

Les chefs des partis politiques fédéraux ont fait leur devoir de citoyen hier en se rendant voter dans leur circonscription électorale respective. Ceux qui exerçaient leur droit de vote au Québec l'ont fait par un temps maussade. À Montréal, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et son épouse, Yolande Brunelle, ont sorti le parapluie pour se rendre à leur bureau de vote. Le premier ministre Jean Chrétien a pour sa part déposé son bulletin à Grand-Mère. Joe Clark et son épouse, Maureen McTeer, ont voté dans Calgary-Centre, où le chef conservateur avait choisi de se présenter. Le chef allianciste Stockwell Day, accompagné de son épouse Valorie, a exercé son droit de vote à Summerland, en Colombie-Britannique. Le chef du Nouveau Parti démocratique, Alexa McDonnoug, votait pour sa part en Nouvelle-Écosse.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



REUTERS



REUTERS

L'encrier
Nancy BEAULIEU
France LÉTOURNEAU
Sous la direction de
Louise CHARLEBOIS

L'encrier
cahier d'écriture cursive

Français 1^{er} cycle.

48 pages - 4,95 \$
LES ÉDITIONS
GUÉRIN
(514) 852-3481

En vente dans toutes les librairies

Club 402-HOMME



MANTEAUX
CACHEMIRE & LAINE
importés d'Italie

Régulier 900 \$
Soldés 450 \$

1118, rue Sainte-Catherine O.,
Bureau 200
Montréal (Québec) H3B 1H5
tél.: 861-3636
Du lundi au vendredi
De 10 h à 18 h
Samedi de 10 h à 16 h

JOCELYN LÉTOURNEAU
PASSER À L'AVENIR
Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui

**Y a-t-il des limites
au devoir de mémoire ?**

« Absolument original, (Létourneau) tourne et retourne dans tous les sens cette grave question qui hante les intellectuels : « Comment construire l'avenir sans oublier le passé mais en refusant de s'y embourber? » (...) Sans contredit le meilleur essai de l'année. (...) Il faut lire ce livre, le méditer, en discuter, le contredire s'il le faut, mais on n'a pas le droit de l'ignorer.

Louis Cornellier, *Le Devoir*

Essai, 198 pages • 24,95 \$

Boréal
www.editionsboréal.qc.ca

**Julie COUTURE
Sylvie MONETTE
Cathia RIOPEL**

**J'enrichis
mes lectures**

Collection
AVEC LES YEUX DU CŒUR.

32 pages - 4,75 \$
LES ÉDITIONS
LA PENSÉE
(514) 858-9027

En vente dans toutes les librairies

• LES ACTUALITÉS •

VICENTE FOX

Le nouveau président mexicain suscite espoir et interrogations

ANDRÉ BIRUKOFF
AGENCE FRANCE-PRESSE

Mexico — Le nouveau président mexicain Vicente Fox qui prend ses fonctions vendredi prochain suscite par sa fougue et son impétuosité autant d'espoir qu'il provoque d'interrogations en raison d'une expérience politique relativement limitée.

A 58 ans, Vicente Fox est entré dans l'histoire pour avoir réussi, en juillet dernier, ce qui pendant 71 ans c'était révélé impossible: mettre à genoux le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui, depuis sa création en 1929 n'avait jamais perdu la présidence.

Un exploit qui paradoxalement est revenu à un novice en politique puisque Vicente Fox du Parti d'action nationale (PAN, conservateur) qu'il n'a rejoint qu'en 1988, est avant tout un homme d'affaires qui souhaite appliquer à la gestion de l'Etat des critères d'efficacité et de rendement venus tout droit du secteur privé.

«Le service au client, l'efficacité, la rapidité, la rentabilité sont des éléments fondamentaux pour gouverner», a-t-il écrit dans un ouvrage autobiographique.

Tenace et obstiné, l'homme a gravi patiemment les échelons de la multinationale Coca Cola.

Simple répartiteur de bouteilles en 1964, Vicente Fox y a occupé le poste de directeur pour le Mexique et l'Amérique latine de 1975 à 1979 ce qui lui a permis de se lier avec des responsables d'entreprises qui lui ont apporté leur soutien, économique en particulier, pour parvenir à la présidence.

Le cheveu noir comme la moustache qui barre son visage allongé, avec ses deux mètres de haut, Vicente Fox, ne passe jamais inaperçu d'autant qu'il a imposé un style à l'opposé du politicien mexicain traditionnelle-

ment discret et réservé.

Son franc parler qui frise parfois la grossièreté et la tenue vestimentaire dont il raffole — jeans, Stetson, ceinturon à large boucle et bottes de cow-boy — sont devenus son image de marque.

Et même si depuis son élection, il lui faut endosser le complet-veston, il continue obstinément d'arborer en toute circonstance ses bottes à bout pointu.

C'est en 1991 qu'il fait véritablement ses premières armes en politique. Il commence par une défaite mais qui déjà a un goût de victoire puisque ce n'est qu'en raison d'une fraude électorale qu'il est battu à l'élection du gouverneur de l'Etat de Guanajuato (centre).

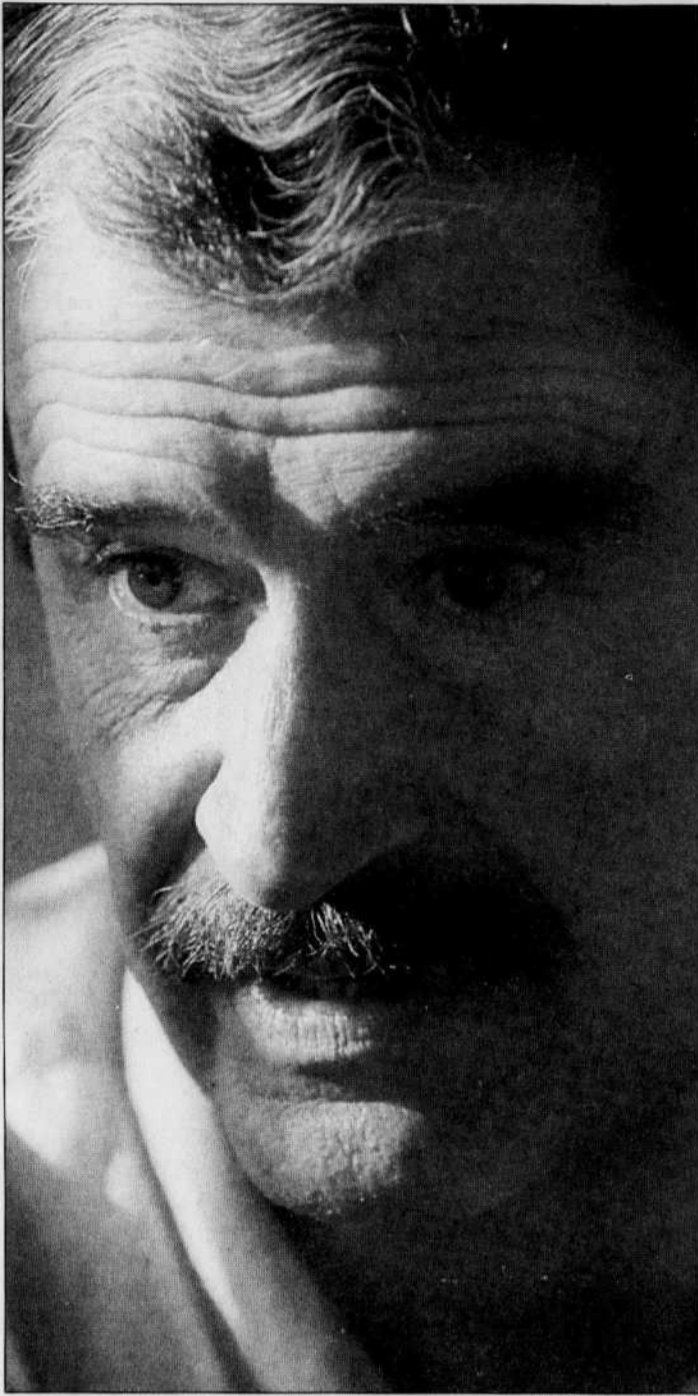
Quatre ans après la revanche est éclatante: il l'emporte avec deux fois plus de voix que son adversaire du PRI.

Ses détracteurs l'ont traité de «fasciste» et «réactionnaire» en soulignant des accointances, supposées ou réelles, avec des organisations d'extrême droite.

Ses promesses d'un «miracle économique» avec une croissance de 7 % par an à partir de la 3e année de son mandat ou de régler rapidement le conflit avec la guérilla du Chiapas (sud du Mexique), déjà vieux de six ans, ont fait de nombreux sceptiques.

Mais ses partisans sont au contraire persuadés que ce «stratège génial», cet «animal politique», ce «génie de l'image et du marketing» parviendra comme il l'a promis à dynamiser le Mexique et à réduire les criantes inégalités du pays.

Père adoptif de quatre enfants, Vicente Fox, s'est séparé de sa femme Lilian de la Concha. La presse mexicaine lui prête périodiquement l'intention de se remarier avec la nouvelle porte-parole de la présidence, Martha Sahagun.



Vicente Fox

ARCHIVES LE DEVOIR

Fox veut rendre son pays plus efficace et plus juste

ANDRÉ BIRUKOFF
AGENCE FRANCE-PRESSE

Mexico — Le nouveau président mexicain Vicente Fox veut mettre le Mexique sur la voie du dynamisme et de l'efficacité, un défi de taille qui s'applique à un pays marqué par de graves inégalités et dominé pendant 71 ans par un seul et même parti.

La victoire de Vicente Fox a la présidentielle en juillet dernier a sans doute mis fin au long règne du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) mais le problème d'une pauvreté qui frappe près de 60 % d'une population de 97 millions d'habitants reste entier.

Alors qu'au niveau macro-économique les indicateurs sont au vert avec en particulier depuis 1996 une croissance moyenne de 5 % par an — la plus forte d'Amérique latine — dans le même temps le salaire moyen d'environ 360 dollars par mois a diminué de 25 %.

Pour faire face à cette dégradation, Vicente Fox, ex-directeur de Coca Cola pour le Mexique et l'Amérique centrale, a promis d'augmenter chaque année les salaires d'un taux supérieur à l'inflation et de créer un million d'emplois nouveaux par an.

Le nouveau président compte en particulier développer des «micro-crédits» pour la création de «petits commerces» afin, a-t-il annoncé, que «chaque famille puisse vaincre la pauvreté, sortir de la marginalisation et créer un petit patrimoine».

Une tâche d'autant plus difficile que diverses régions du Mexique, en particulier dans le sud du pays, restent notablement sous-développées.

«Nous voulons donner de nouvelles occasions aux familles pauvres, d'origine indienne en particulier pour qu'elles puissent ouvrir des petits commerces et qu'elles soient sûres d'avoir un emploi et recevoir de l'eau potable», a promis le nouveau président.

«Nous ne pourrions pas faire de miracles», a-t-il toutefois souligné

en demandant à ses compatriotes d'être patients après avoir annoncé pour l'année prochaine une croissance de 4,5 % qui devrait passer à 7 % dès la troisième année de son mandat de six ans.

L'autre grand défi de Vicente Fox est une lutte qu'il souhaite acharnée, contre la corruption, un phénomène que le PRI a laissé en héritage et qui au fil des ans s'est étendu pratiquement à tous les niveaux de la société mexicaine.

C'est le «mal de tous les maux» a-t-il affirmé en annonçant que dès sa première année de pouvoir il comptait multiplier les arrestations de tous ceux qui dans le passé ont «détourné des fonds ou agi de manière corrompue au sein du gouvernement».

Enfin, troisième grand défi de Vicente Fox, il compte régler rapidement le conflit du Chiapas (sud du Mexique) où depuis janvier 1994 sévit une guérilla qui affirme défendre les intérêts des communautés indiennes parmi les plus déshéritées et marginalisées du pays et avec laquelle les négociations sont dans l'impasse depuis plus de quatre ans.

Vicente Fox a annoncé que dès son entrée en fonction il présenterait au parlement une initiative pour régler le conflit prévoyant d'attribuer aux communautés indiennes une relative autonomie ce que le gouvernement de son prédécesseur, Ernesto Zedillo, a toujours refusé.

Pour gagner ces différents paris, Vicente Fox ne semble guère compter sur la classe politique traditionnelle, pas même sur sa propre formation le Parti d'action nationale (PAN, conservateur).

Les personnalités qu'il a en effet choisies pour former son gouvernement viennent généralement du secteur privé où ils ont fait leurs preuves en tant qu'hommes d'affaires dynamiques et efficaces.

«Des hommes responsables et honnêtes», a dit Vicente Fox comme pour souligner que ces qualités ont souvent fait défaut dans les gouvernements qui l'ont précédé.

Des lots jusqu'à 25 000 \$. Vous pouvez gagner jusqu'à 6 fois avec le même billet.

LA NOUVELLE INSTANTANÉE À 3 \$

LE PLAISIR DE DÉCOUVRIR

18

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SOLITUDES

SUITE DE LA PAGE 1

philosophie et qu'il l'appliquait dans ses rapports avec l'Alliance. La polarisation le servait mieux pour former de nouveau le gouvernement. Il l'a cherchée, peu importe les conséquences à long terme. La réconciliation était le dernier de ses soucis.

Stockwell Day a tenté d'offrir une vision accommodante pour les autonomistes québécois mais elle avait le défaut d'ignorer d'autres régions du pays. Elle ne rendait pas compte de la vision d'une large portion de l'électorat ontarien et frappait de plein fouet celle de l'Atlantique. Pour ces deux groupes, un gouvernement central a un rôle d'arbitre et même de gardien à jouer et il ne peut l'abdiquer.

Joe Clark a paru le plus rassembleur en restant fidèle à sa vision d'un Canada des communautés et en tendant la main aux nationalistes québécois. Mais il n'avait pas une machine capable de propager son message. Il n'avait pas le moyen de ses ambitions.

La néo-démocrate Alexa McDonough a proposé un programme aussi centralisateur, sinon plus, que celui des libéraux. Les plus importants volets de son programme se traduisaient par des propositions d'interventions massives dans les domaines de responsabilités des provinces, une position qui ne peut qu'irriter une bonne portion des gens de l'Ouest et les Québécois.

Les réponses aux divisions n'auront pas vraiment été débattues durant cette campagne et elles le seront d'autant moins dans le prochain parlement que tout esprit de compromis a été miné par le ton des échanges.

Poursuite policière

Granby (PC) — Le vol d'un camion à Granby s'est terminé par une folle poursuite dans la région de Belœil, en Montérégie, hier avant-midi. Après 20 minutes de folle cavale, le jeune voleur s'est jeté en bas du véhicule qui continuait sa route avant de faire une chute de plusieurs mètres en bas d'un viaduc. Le présumé voleur, originaire de Sainte-Thérèse, aurait volé le camion d'une compagnie de Granby durant la journée de dimanche. Hier matin, un employé de la compagnie a reconnu le véhicule volé dans la région de Saint-Bruno. Il a alors contacté la Sûreté du Québec. Un patrouilleur se trouvait à proximité du fuyard. La poursuite s'est alors amorcée à haute vitesse sur les autoroutes 10, 20 et 30. À un certain moment, le présumé voleur s'est retrouvé en sens inverse de la circulation. Au cours de la poursuite, il est entré en collision avec trois voitures de police, faisant un blessé léger chez les policiers. Se sentant pris au piège, le jeune homme de 20 ans s'est laissé tomber en bas du camion sur un viaduc à Saint-Mathieu-de-Belœil. Le camion a poursuivi sa route pour sauter par-dessus le viaduc et se retrouver plusieurs mètres plus bas. Le fuyard devrait faire face à une kyrielle d'accusations, dont celles de conduite dangereuse, de recel, de vol.

Rectificatifs

Dans l'article intitulé «Jeunesses d'aujourd'hui» de notre édition de samedi, l'Ensemble contemporain de Montréal a malencontreusement été rebaptisé l'Ensemble contemporain de musique. Nos excuses.

Dans notre édition d'hier, l'article intitulé «Les plus grands groupes mafieux sont bien implantés à Montréal» contenait une grossière erreur. Le rapport sur le crime organisé dont il est question n'a pas été rédigé par le Service canadien de renseignement sur la sécurité (SCRS) mais plutôt par le Service canadien de renseignements criminels (SCRC). Ces deux organismes sont distincts. Le commissaire Murray est présenté à tort comme le président du SCRS. Il est plutôt président du SCRC. Toutes nos excuses.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, Division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

La confiance était au rendez-vous à Shawinigan

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Shawinigan — La soirée électorale à Shawinigan, au cœur de la circonscription de Jean Chrétien, a démarré lentement mais avec assurance. Aucun doute ne planait chez les partisans libéraux rassemblés pour accueillir leur premier ministre: Jean Chrétien remporterait le pari personnel de se faire élire pour un troisième mandat consécutif à la tête du Canada.

Les premiers résultats provenant des Maritimes, qui démontraient des gains pour les libéraux, ont d'ailleurs été accueillis avec des applaudissements au centre des congrès de Shawinigan. Ils étaient quelques dizaines de partisans disciplinés à attendre patiemment l'arrivée de M. Chrétien, prévue pour minuit.

La confiance était au rendez-vous. La question d'un gouvernement majoritaire ou minoritaire ne faisait aucun doute. François Chrétien, le cousin du premier ministre, s'est déplacé de Saint-Étienne-des-Grès pour participer au rassemblement. «C'est probablement la dernière fois que M. Chrétien se fait élire comme premier ministre. Ça va être un discours important», croyait François Chrétien.

Fier que toute la famille soit libérale, François Chrétien estime que la campagne s'est bien déroulée malgré les derniers moments, marqués par les insultes entre chefs. «Il est resté debout même s'il était attaqué de partout. Lui au moins n'a pas fait d'attaques personnelles», a affirmé François Chrétien.

Paul Bournival, qui a suivi l'actualité au jour le jour, abondait dans ce sens. Il prédisait avec assurance une victoire au Parti libéral, qui a «un bon bilan». «Je suis libéral jusqu'au bout des ongles. Mais on n'est pas libéral pour être libéral. On l'est parce qu'on est

contre la séparation du Québec», a-t-il ajouté avant de s'enflammer contre les séparatistes.

Jean Chrétien a suivi la sortie des résultats à son chalet de Lac-des-Piles avec ses proches collaborateurs et sa famille. Il était entouré de son épouse Aline, de sa fille France et de son mari, André Desmarais, ainsi que de leurs trois enfants. En début de soirée, il a dit avoir «toujours» des papillons. «C'est jamais sûr quand c'est tout entré», s'est-il limité à affirmer. Au moment de la dissolution de la Chambre, les libéraux détenaient 161 sièges, dont 29 au Québec.

Le chef du Parti libéral du Canada a démarré la campagne en promettant un grand débat sur les valeurs fondamentales du Canada, notamment la compassion et la solidarité. Il disait également souhaiter un débat sur l'utilisation des surplus budgétaires. Or la campagne électorale a surtout pris l'allure d'une bataille où invectives et injures ont pris d'assaut les tribunes.

Au cours de la dernière semaine de campagne, les sept ministres libéraux du Québec ont même écrit au premier ministre Lucien Bouchard pour l'enjoindre de mettre de côté le ton injurieux et sa hargne à l'endroit de Jean Chrétien. L'Alliance canadienne a saisi l'occasion pour ridiculiser ses adversaires libéraux qui faisaient «les vierges offensées» alors que Jean Chrétien avait démonstré Stockwell Day.

Comme prévu, la santé a été l'un des thèmes majeurs de la campagne. Fort de l'entente de 21,2 milliards sur cinq ans conclue en septembre dernier avec les provinces, Jean Chrétien a mis sur la défensive son principal adversaire national, Stockwell Day, de l'Alliance canadienne. Le chef libéral l'a accusé de vouloir un système de santé à deux vitesses. M. Day en a été réduit à marteler le contraire, brandissant même une pancarte le niant lors du débat télévisé en anglais.

CHRÉTIEN

SUITE DE LA PAGE 1

Parti progressiste-conservateur menait ou avait remporté 12 comtés et le NPD, 11.

Dans l'Atlantique

Le Parti libéral a renoué avec l'Atlantique, faisant un gain net de sept sièges. Après avoir obtenu en 1993 31 des 32 sièges que compte la région, ils n'en avaient conservé que 12 l'élection suivante, se faisant notamment balayer de la Nouvelle-Écosse (lire autre texte).

Le leader du Parti progressiste-conservateur, Joe Clark, n'aura pas réussi à accroître ses appuis: dans les Maritimes, il a perdu quatre députés, remportant seulement neuf circonscriptions. À la dissolution du Parlement, le 22 octobre dernier, le parti détenait 13 sièges dans l'Atlantique. Les électeurs de Beauséjour-Pétitcodiac n'auront pas pardonné à la transfuge Angela Vautour d'avoir quitté le NPD pour rejoindre les conservateurs. Elle a été défaite par le libéral Dominic LeBlanc, le fils de l'ex-gouverneur général Roméo LeBlanc, qui en était à sa deuxième tentative. Il semblerait que l'Alliance canadienne ait joué un rôle dans Tobique-Mactaquac, où le conservateur sortant, Gilles Bernier, tentait de défaire son adversaire libéral dans une lutte à trois qui semblait le défavoriser.

Les gains libéraux ont été faits aux dépens surtout du NPD, qui voyait ainsi son statut de parti officiel à la Chambre des communes compromis. Le parti d'Alexa McDonough a en effet perdu trois de ses six sièges de Nouvelle-Écosse, qui sont tous passés aux libéraux.

«Nous allons continuer d'être la force de la vraie représentation qui va se battre pour vous», a tout de même déclaré Mme McDonough à la lecture des résultats de l'Atlantique.

Par contre, le libéral parachuté dans Dartmouth,

Bernard Boudreau, qui avait été nommé au cabinet sans être élu pour assurer la représentation de la province au cabinet alors que les libéraux n'y avaient aucune siège, traîna de l'arrière sur la néo-démocrate Wendy Lill. Mme McDonough elle-même a aussi conservé son siège d'Halifax.

Le député néo-démocrate Yvon Godin, d'Acadie-Bathurst au Nouveau-Brunswick, a été réélu. M. Godin faisait face à l'allianciste Jean Gauvin, ancien ministre conservateur provincial, et le libéral Bernard Thériault, lui aussi ancien ministre provincial.

À Terre-Neuve, enfin, la situation est restée inchangée, les conservateurs gardant leurs deux sièges et le Parti libéral, les cinq autres. Le candidat-vedette Brian Tobin, l'ex-premier ministre de la province qui effectuait un retour en politique fédérale, a été élu dans Bonavista-Trinity-Conception.

À Île-du-Prince-Édouard, les quatre députés libéraux sortants qui avaient gagné en 1997 par des avances d'entre 100 et 1900 voix, ont tous été réélus, y compris le Solliciteur général Lawrence MacAulay. Ce dernier a de nouveau remporté de façon très serrée.

En Ontario, au moment de mettre sous presse, tout indiquait que le Parti libéral allait maintenir sa domination. Il était en avance dans 85 des 91 circonscriptions sur 103 dans lesquelles des résultats étaient disponibles. Selon les données préliminaires, l'Alliance canadienne n'aurait pas réussi son pari: la percée significative qu'espérait le parti de Stockwell Day ne semblait pas se produire. L'Alliance canadienne était en avance dans trois circonscriptions. Les conservateurs menaient dans deux comtés et le NPD menait dans un seul.

Dans l'Ouest, l'Alliance était en avance dans 27 circonscriptions sur un total de 91. Le NPD menait dans six circonscriptions, les libéraux, dans trois, et le PC, dans une seule.

GORE

SUITE DE LA PAGE 1

d'être le président «légitime» victime d'une injustice. Il voit maintenant le piège se refermer sur lui.

Car depuis dimanche, tout se ligue contre son camp. Juridiquement, c'est désormais sur son équipe que repose la charge de la preuve. Ses avocats ont introduit hier des recours contre les résultats de trois comtés, mais leurs chances d'aboutir à de nouveaux décomptes — si longs, si laborieux — sont minces.

Politiquement, Gore va avoir de plus en plus de mal à maintenir la solidité de son propre camp. Les grandes pointures démocrates le soutiennent poliment, mais sans excès de zèle. Le leader démocrate au Sénat Tom Daschle et son homologue à la Chambre Dick Gephardt font des apparitions mesurées à la télévision pour soutenir la croisade du candidat. Certains démocrates jugent en privé qu'à ce stade, une défaite de Gore ne serait pas la pire des catastrophes. Élu dans des conditions controversées, confronté à un Congrès dominé par les républicains, il risquerait de vivre un sinistre mandat. Peut-être, se disent-ils, vaut-il mieux laisser le texan Bush gagner cette élection maudite et révéler son incompetence présumée: cela permettra de prendre le Congrès dans deux ans et la présidence dans quatre.

Les sénateurs, en particulier, ont une très bonne raison de souhaiter secrètement la défaite d'Al Gore. C'est, là encore, une histoire de «recomptages». Joe Lieberman, le colistier d'Al Gore, s'est en effet présenté le 7 novembre à la fois à la vice-présidence et au Sénat dans le Connecticut. S'il est élu à la Maison-Blanche, le gouverneur de cet État, un républicain, nommera pour le remplacer un sénateur de son bord. La haute assemblée sera alors dominée par les républicains: 51 sièges contre 49. Si en revanche Al Gore perd l'élection, le Sénat sera divisé à parts égales entre les deux partis: dans cette configuration, les démocrates pourront imposer des délibérations sur tout problème important, et chaque commission du sénat sera partagée à parts égales par les deux partis... Jusque-là, le front démocrate reste uni, mais un premier craquement a été entendu hier. «Je doute qu'il soit vraiment très sage, de la part du vice-président, de continuer à contester les résultats de Floride», a déclaré hier sur ABC Robert Reich, ancien secrétaire au travail de Bill Clinton. L'opinion publique, jusque-là patiente, commence elle aussi à se lasser. Selon un sondage ABC-Washington Post réalisé dimanche, 60 % des Américains souhaitent qu'il recon-

naisse la victoire de son adversaire.

L'équipe de George W. Bush joue désormais sur du velours. Encadré par deux drapeaux américains, leur candidat est apparu dimanche sur les écrans pour «accepter avec honneur et humilité» les résultats finaux de la Floride. «Nous assumerons la responsabilité de nous préparer à servir en tant que prochain président et vice-président américains», a-t-il ajouté, solennel. Depuis que, dans la nuit des élections, Al Gore a concédé sa défaite, George Bush est dans une position politique en or car il a avec lui la «présomption de la victoire». Gore a repris sa concession une heure ou deux plus tard, mais c'était trop tard. Bush est dans le château, Gore au pied de la muraille. Et le candidat républicain a toujours pris soin d'entretenir cette image inégale. La situation ne s'est inversée que pendant quelques heures, le 21 novembre, lorsque la Cour suprême de la Floride a autorisé les recomptages manuels. Al Gore a eu le temps de faire un discours très «présidentiel». Mais le comté de Miami-Dade a aussitôtouché ses espoirs en renonçant à compter «faute de temps».

Le temps aura, au bout de cette aventure, été le pire ennemi d'Al Gore. Aujourd'hui, il doit encore courir contre la montre. Le 12 décembre, tous les contentieux doivent avoir été réglés afin que, le 18 décembre, les «grands électeurs» puissent enfin désigner le 43^e président des États-Unis. Est-il possible d'imaginer que de nouveaux dépouillements soient ordonnés par la justice floridienne et menés à bien avant cette date-là? La plupart des analystes en doutent. «Ses chances n'ont pas encore disparu», estime toutefois Allan Lichtman, professeur de sciences politiques à l'American University. Certains importants gains de voix peuvent être instantanés: à Palm Beach où le décompte a déjà eu lieu, si un juge décide qu'il fallait tenir compte des bulletins portant une marque visiblement favorable à Gore, ce sont des centaines de voix qui peuvent lui revenir d'un coup.

Paradoxalement, ce sont les républicains eux-mêmes qui, en saisissant la Cour suprême des États-Unis, ont permis la prolongation du feuilleton américain. Ses neuf juges doivent examiner vendredi si la Cour suprême de la Floride a excédé ou non ses compétences en autorisant mardi dernier les décomptes manuels. L'opinion américaine s'est donc faite à l'idée que son attente allait durer encore une semaine. Si la Cour suprême n'avait pas été mêlée au drame de la Floride, il est probable que Al Gore, soumis à de si fortes pressions, aurait jeté l'éponge dès hier.

DOMICILE

SUITE DE LA PAGE 1

l'être humain est si fragile. Et puis, tu peux sortir un gars de la rue...»

Si la politique ne les entiche guère, c'est qu'ils ont acquis la conviction qu'«aucun parti n'est désireux d'aider les pauvres», explique Jean-Pierre Lacroix, rédacteur en chef de *L'itinéraire*. «Tous les politiciens, c'est la même affaire», ajoute Roger le rebelle. «Lq même boulette. Et quand tu joues dans boulette, tu finis par te faire éclabousser»

Pourtant, les médias ont fait large cas d'une modification aux règlements d'Élections Canada permettant pour la première fois aux personnes sans domicile fixe — donc sans adresse, élément clé de la qualité d'électeur — de voter en s'inscrivant à un refuge ou une mission. Pour pouvoir participer au scrutin, les gens concernés devaient obligatoirement avoir passé la nuit de samedi à dimanche dans un de ces centres d'aide. Hier, Elections Canada se disait dans l'impossibilité de préciser combien de personnes seraient touchées par cette mesure. Une façon de procéder qui ne manque pas, par ailleurs, de soulever certains sarcasmes.

Ainsi, souligne Robert, il existe moins d'un millier de places d'hébergement à Montréal alors que le nombre de sans-abri s'élève à au moins 15 000. «Les autres, ils font quoi?», demande-t-il. Et puis, ajoute Jean-Marie, il y a une certaine hypocrisie dans tout ça. «Une nuit, et ils te donnent ton droit de vote. Ça, pour avoir ton vote, il n'y a pas de problème. Mais pour avoir son chèque de B.S., un itinéraire doit rester au moins trois soirs au même endroit. Et il a droit à ça une seule fois. Il faut donc qu'il change de place: un mois, à la Old Brewery Mission; le mois suivant, à la Maison du Père; après, l'Armée du Salut. Et quand il a épuisé les quatre ou cinq centres d'aide qui existent, c'est «débrouille-toi, mon vieux».

Le nouveau système (?) a toutefois permis l'émergence d'un candidat presque vedette, vaguement récupéré par les médias mais qui s'en fout parce que c'est exactement ce qu'il voulait: Michel Laporte, porte-étendard du «Parti de rien» dans la circonscription démographiquement contrastée de Westmount-Ville-Marie (où est notamment située la mission Old Brewery). Poussant un peu plus loin la logique, M. Laporte s'est dit que si un sans-abri pouvait être électeur, il pouvait aussi être candidat.

L'idée est venue de Pierre Anthian, directeur de la chorale de l'Accueil Bonneau, dont fait partie Michel Laporte. «On a décidé de présenter un candidat qui ne soit pas celui des sans-abri mais de tout le monde», façon de montrer que l'itinérance n'est pas une tare congénitale mais un sort qui peut guetter n'importe qui, «y compris à Westmount». Le Parti de rien a d'ailleurs placé la lutte contre le jeu, source considérable de détresse, et surtout la dénonciation de la publicité gouvernementale complaisante sur le sujet. «L'Etat manque totalement à ses responsabilités à cet égard, et il faut le dire», note Pierre Anthian.

M. Laporte a donc mené campagne avec les moyens du bord: ses dépenses totales atteignent la somme ronflante de 2200 \$. Il a fait poser des affiches faites avec des boîtes de carton du genre dont se servent les sans-abri pour s'abriter l'hiver, sur lesquelles il a apposé une photo prise dans une cabine de centre commercial. Hier, des voitures de sympathisants ont fait la navette entre le bureau de scrutin et la mission Old Brewery afin d'aider les locataires temporaires. En début de soirée, la chorale de l'Accueil Bonneau donnait un concert... à l'hôtel Ritz-Carlton.

Ce faisant, M. Laporte dit avoir voulu livrer «un message social» qui, espère-t-il, ira au-delà de l'élection. «Les gouvernements ne sont pas assez conscients de la réalité de la pauvreté, dit-il. Ça ne suffit pas d'en parler une fois tous les quatre ans. Mais en même temps, de notre côté, une campagne est le moment idéal d'en parler. Et si les médias reprennent ça, ne serait-ce que parce qu'ils voient ma candidature comme une curiosité, tant mieux.»

Michel Laporte n'espérait rien de particulier en matière de voix, hier. Comme le dit Pierre Anthian, «peu importe le résultat, juste en étant là, on a gagné nos élections».

Pour de meilleures conditions de santé

Hull (PC) — Deux syndicats de l'Outaouais partent en guerre afin d'obtenir de meilleures conditions de santé et de sécurité au travail pour les employés de la région. La FTQ et la CSQ Outaouais réclament du gouvernement de Lucien Bouchard qu'il applique les mécanismes de prévention prévus dans la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

Hier, les deux centrales ont demandé l'appui des quatre députés provinciaux de l'Outaouais lors d'une rencontre à Hull. «Nous allons amener ce sujet à notre caucus», s'est contenté de promettre l'un des députés, Norm MacMillan.

Ces mécanismes de prévention obligeraient les employeurs à mettre en vigueur des plans d'actions pour réduire les causes des accidents et des maladies reliés au travail. «On veut forcer le gouvernement à mettre en vigueur une loi qu'il a adoptée voilà 20 ans», a déclaré le représentant de la FTQ Outaouais, Gilles Paquette.

Les deux centrales syndicales joignent un mouvement provincial amorcé en juin dernier par une rencontre avec le premier ministre Bouchard et qui implique plusieurs centrales nationales, dont la FTQ, la CSN, la CSD et la CSQ. Pour l'instant, les mécanismes de prévention ne s'appliquent que dans deux des six groupes de travailleurs couverts par la Commission de la santé et de la sécurité au travail.

Ce secteur, qui comprend entre autres les travailleurs des mines, de l'industrie chimique et des forêts et scieries, ne touche que 13 % des salariés, déplorent les syndicats. Pourtant, dans le secteur minier, la fréquence des accidents et des maladies reliées au travail a diminué de 50 % entre 1987 et 1999, avancement-lis.

En Outaouais, l'application des mécanismes de prévention profiterait notamment aux travailleurs de l'industrie du bois, aux fonctionnaires et aux enseignants, ont dit hier les représentants syndicaux.

«Grâce à ces mécanismes, on pourrait donner des trucs aux enseignants pour faire face au harcèlement psychologique ou aux allégations d'agressions sexuelles», a dit Diane Martineau de la CSQ.

LE DEVOIR

LES SPORTS

État de la réserve collective de sang

La réserve de sang: 5 jours
Groupes sanguins en demande aujourd'hui
B -
A -

HÉMA-QUÉBEC
Info-collecte: 832-0873

Attaquant-vedette cherche équipe

Eric Lindros a reçu le feu vert de ses médecins pour un retour au jeu

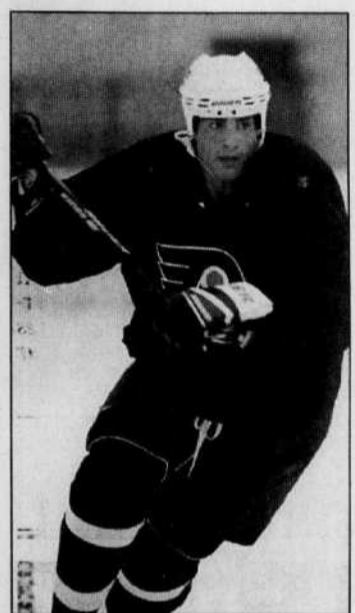
NEIL DAVIDSON
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Eric Lindros a obtenu la permission de son médecin d'effectuer un retour au jeu. Il lui reste maintenant à trouver une équipe. Le joueur autonome avec compensation, âgé de 27 ans, a reçu hier le feu vert de son neurologue, le Dr James Kelly.

«Il est prêt à reprendre l'entraînement s'il se trouve une équipe», a dit l'avocat de Lindros, M^r Gord Kirke. «Mais il est prêt à le faire.» Lindros s'est entraîné avec l'équipe de hockey de l'université York à Toronto. Selon Kirke, ce n'est qu'une question de semaines avant qu'il ne soit prêt à disputer un match.

Les Flyers de Philadelphie n'ont pas immédiatement réagi à cette nouvelle.

Le retour au jeu de Lindros est toutefois loin d'être chose faite. L'attaquant de six pieds quatre pouces et 235 livres a clairement affirmé qu'il ne jouera plus pour les Flyers et le directeur général de l'équipe Bob Clarke a révélé



REUTERS

Lindros n'a pas joué depuis qu'il a subi une commotion cérébrale en mai dernier.

qu'il désire une pleine compensation en retour du joueur-vedette, pourtant victime de plusieurs commotions cérébrales en carrière.

«Je n'ai l'intention de faire de cadeau à personne», a mentionné Clarke plus tôt ce mois-ci. «Je pense que lorsque vous échangez un joueur, vous prenez toujours un risque: va-t-il bien jouer pendant un match ou pendant dix ans?», a-t-il ajouté.

De toute évidence, les autres directeurs généraux verront les choses d'un autre œil. Ils préféreront établir la valeur de Lindros sur le nombre de matchs qu'il a disputés et sur la précarité de sa carrière compte tenu de ses antécédents médicaux (blessures à la tête).

«J'espère que Bob Clarke abordera tout cela en homme d'affaires, agissant dans les meilleurs intérêts de son équipe et non par pure rancune», a souligné Kirke au sujet des pourparlers de transfert.

Au cours des dernières semaines, on a assisté à une escalade dans la guerre des mots entre les deux parties.

Lindros n'a pas joué depuis qu'il a été victime d'une commotion — sa sixième en 27 mois — quand il a été mis en échec par le défenseur Scott Stevens, des Devils du New Jersey, en mai. Il prenait part à son deuxième match seulement après une absence de dix semaines en raison des symptômes liés aux séquelles des commotions précédentes.

En juillet, Lindros a rejeté une offre de qualification de 8,5 millions de dollars des Flyers. Cette décision signifie qu'il a la possibilité de signer avec une autre équipe mais que les Flyers ont le droit d'égalité cette offre.

Dans ce contexte, il peut revenir avec les Flyers ou être échangé. Un échange semble la voie la plus probable dans le contexte actuel. «Plusieurs équipes ont démontré leur intérêt mais il s'agitait seulement d'appels de courtoisie», a dit Kirke. «Nous aurons une meilleure idée de l'intérêt maintenant qu'il a obtenu la permission des médecins de revenir au jeu.»

Selon les rumeurs, les Maple Leafs de Toronto et les Rangers de New York figurent parmi les équipes intéressées.

Masters Cup de tennis

Pete Sampras travaillera pour la postérité

RAYMOND POINTU
AGENCE FRANCE-PRESSE

Lisbonne — Une fois de plus, l'Américain Pete Sampras travaillera pour la postérité dans la 31^e édition de la Masters Cup de tennis, qui réunit jusqu'à dimanche les huit meilleurs joueurs mondiaux de la saison au Palais Atlantique de Lisbonne.

Aux nombreux records qu'il possède déjà, Sampras pourrait en effet en ajouter un autre en cas de victoire finale. Un nouveau succès porterait son total à six, soit un de plus que l'Américain d'origine tchécoslovaque Ivan Lendl, avec lequel il est actuellement à égalité.

Depuis 1990, il n'a pas raté une seule fois ce rendez-vous de l'élite de l'élite, remportant 33 victoires au cours des 45 matchs qu'il a disputés.

Sans doute sa motivation a-t-elle toutefois décliné un peu cette année, surtout depuis son mariage, début octobre, avec l'actrice Bridgette Wilson. Mais il reste un champion exceptionnel, jamais meilleur que dans les grandes occasions. Et le fait qu'il n'ait pas joué depuis sa cinquième défaite en finale de l'US Open, 6-4, 6-3, 6-3, le 10 septembre, face au Russe Marat Safin, serait plutôt un avantage.

L'expérience montre que, chaque fois qu'un joueur observe un repos prolongé, il obtient d'excellents résultats à son retour à la compétition. Plus que tout autre, Sampras a un bagage technique qui lui permet de retrouver ultra rapidement un excellent niveau, servi alors par une plus grande fraîcheur physique.

L'Américain se retrouve dans le groupe rouge en compagnie de Marat Safin, de l'Australien Lleyton Hewitt et de l'Espagnol Alex Corretja. Gustavo Kuerten (Brésil), Magnus Norman (Suède), Evgueni Kafelnikov (Russie) et Andre Agassi (E.-U.) s'affronteront à l'intérieur du groupe vert.

D'ici vendredi, chaque joueur rencontrera tous les autres à l'intérieur de son groupe, soit six



JOSÉ MANUEL RIBEIRO REUTERS
L'Australien Lleyton Hewitt, l'Américain Pete Sampras et le Russe Marat Safin s'affronteront dès le début de la Masters Cup.

matchs par groupe et douze au total. Samedi, des demi-finales croisées opposeront les deux premiers de chaque groupe. La finale aura lieu dimanche.

Le problème pour Sampras, en l'occurrence, est qu'il ne bénéficiera d'aucun délai pour se mettre en train, aucun des concurrents de la Masters Cup n'étant disposé à lui faire de cadeau. L'écueil, pour lui, sera d'obtenir sa qualification pour les demi-finales à l'intérieur de son groupe.

La fatigue pour alliée

Après, tout sera possible, comme l'a bien montré le précédent de l'année dernière, dans une situation comparable. Battu par son compatriote Andre Agassi, 6-2, 6-2, dans le groupe rouge, Sampras avait superbement renversé la tendance en s'imposant 6-1, 7-5, 6-4 en finale face au même adversaire.

Il suffira à Safin de gagner un seul de ses trois matchs dans son groupe pour que Sampras soit dans l'impossibilité de finir l'année n^o 1 mondial. C'est assez probable. Mais l'Américain, qui termina six

fois de suite au sommet, de 1993 à 1998, peut encore donner à sa saison un éclat exceptionnel en remportant cette Masters Cup.

Sa meilleure alliée sera la fatigue qui a gagné tous ses adversaires au terme d'une année harassante. Safin n'y échappe pas, lui qui a remporté une victoire un peu tirée par les cheveux à Paris, une semaine plus tôt.

Avec le Brésilien Gustavo Kuerten, qui peut encore prétendre lui ravir finalement la place de n^o 1 mondial, le jeune crack russe sera néanmoins à la pointe de la contestation d'une domination qui touche à sa fin. Comptant deux victoires cette saison, à Toronto et à l'US Open, contre une défaite en 1998, à l'âge de 18 ans, Safin est le seul à pouvoir se prévaloir d'un solide positif face à Sampras.

Quant à Kuerten, il sera un peu chez lui devant les 12 000 spectateurs du Palais Atlantique, dont la surface en GreenSet, qualifiée de semi-rapide, n'est pas faite pour le handicapé. De toute façon, on sait maintenant qu'il s'adapte à tout. Même à la gloire.

Canadien-Throwers

Yannick Tremblay fait sa place

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Avoir été sélectionné par les Thrashers d'Atlanta au repêchage d'expansion est probablement la meilleure chose qui pouvait arriver à la carrière de Yannick Tremblay.

Lui qui n'avait pris part qu'à 38 et 35 parties les deux saisons précédentes à Toronto, il en a disputé 75 la saison dernière et est devenu un rouage important de la jeune formation des Thrashers.

Le Montréalais de 25 ans, gradué des Harfangs de Beauport, a marqué 10 buts et totalisé 31 points en 1999-2000. Mais son différentiel de moins 42 a été le pire de toute la LNH et ne l'a pas rendu fier, «même si c'est une statistique toujours plus ou moins douteuse».

Avant d'affronter le Canadien, il n'avait que deux buts et cinq points, mais un différentiel honorable de moins 1 au sein

d'une équipe qui ne comptait que cinq victoires.

«J'ai travaillé très fort là-dessus [le jeu défensif], a raconté Tremblay lundi midi au Centre Molson. «C'est sûr que ça me fatigue un peu de ne pas avoir plus de points, mais je me suis amélioré défensivement.»

Comme le lui ont demandé les entraîneurs d'une équipe qui s'est classée au dernier rang défensif à sa première année dans la LNH. Les Thrashers sont arrivés à Montréal au 24^e rang sur 30, deux positions devant le Canadien...

Il lance souvent

Tremblay dominait tous ses coéquipiers avec un total de 52 lancers, dont 21 au cours des cinq matchs précédents, ce qui lui fait dire qu'il n'a pas perdu son talent offensif et que ça va nécessairement finir par débloquer.

«Mais si j'amasse plus de points et que l'équipe en accorde plus, je n'aide pas», constate-t-il. «Pendant

le match, je dois être plus solide défensivement. Et si on est dans une situation où on a besoin d'attaque, je dois être plus offensif.»

Tremblay prend son tour régulier à la défense en plus d'évoluer à la pointe en compagnie de Frantisek Kaberle au sein de la première unité en avantage numérique. Il est aussi utilisé plus fréquemment en fin de partie quand son équipe a besoin d'un ou deux buts, ce qui est souvent le cas.

Tremblay, né à Pointe-aux-Trembles, à l'extrémité est de l'île de Montréal, et qui a suivi les exploits de Guy Lafleur dans sa jeunesse, ne se cache pas pour dire que revenir jouer ici demeure toujours quelque chose de «très spécial» pour lui.

«Il y avait quelque chose d'unique chez le Canadien et c'est toujours le cas», a-t-il raconté à son coéquipier Denny Lambert qui jouait, et très bien, le rôle d'intervieweur pour une station de radio.

Ligue nationale de football

Le dernier droit est lancé

ASSOCIATED PRESS

À début de la saison, trois équipes de l'Association nationale de la NFL étaient considérées comme supérieures aux autres. Ce sont les Rams de St. Louis, les Buccaneers de Tampa Bay et les Redskins de Washington, trois équipes de 100 millions de dollars composées d'étoiles aguerries.

Alors que s'amorce le dernier mois de la saison, les Redskins et les Bucs sont à égalité en septième place dans l'Association nationale, à une place des séries éliminatoires. Les Rams constituent une des équipes ayant subi quatre défaites mais ils ont perdu trois de leurs quatre derniers matchs à domicile.

Entretiens, les Saints de La Nouvelle-Orléans, qui ont présenté une fiche de 3-13 la saison dernière, sont à égalité avec les Rams en première place dans la section Ouest de l'Association nationale; les Eagles de Philadelphie, dont le dossier s'établit à 8-24 en 1998-99, mènent dans l'Est, et les Vikings du Minnesota, qui devaient être

en reconstruction, dominent avec une fiche de 10-2.

L'Association nationale est imprévisible. «Nous avons surpris le monde», a dit l'ailier Willie Jackson après que les Saints, sans le quart-arrière Jeff Blake et le demi offensif Ricky Williams, eurent battu les Rams 31-24 à St. Louis, dimanche. «Mais nous n'avons été surpris par notre performance.»

Il y a huit équipes qui bataillent pour six places en séries éliminatoires dans l'Association nationale, Green Bay ayant encore une chance. Ce n'était sûrement pas le cas la saison dernière quand les Lions de Detroit et les Cowboys de Dallas ont pris part aux éliminatoires avec une fiche de 8-8.

Les Vikings pourraient remporter le titre de la section Centrale s'ils battent les Lions (8-4) jeudi et si les Bucs perdent pendant contre les Cowboys de Dallas la semaine prochaine. L'autre équipe qui semble la mieux placée, ce sont les Eagles (9-4) avec leur bonne défense et une offensive menée par Donovan McNabb.

EN BREF

Le Canadien choisit Green

(PC) — Le Canadien a complété sa réorganisation en engageant Rick Green comme troisième adjoint de Michel Therrien, après Guy Carbonneau et Roland Melanson, qui s'occupe plus spécialement des gardiens. Green est un ancien défenseur de l'organisation, gagnant de la coupe Stanley en 1986, qui a eu une bonne expérience d'adjoint, trois ans sous les ordres d'Al Bouré à New York et quatre ans avec Larry Robinson à Los Angeles.

Une fièvre payante

(Le Devoir) — La fièvre de la coupe Grey a été très profitable à RDS (Réseau des Sports) puisque la diffusion du match final, dimanche soir, a permis de rejoindre en moyenne 588 000 téléspectateurs. Il s'agit du quatrième plus important auditoire de l'histoire de RDS, les trois émissions les plus populaires de la chaîne ayant été trois courses de Formule 1 présentées depuis les trois dernières années.

Ligue canadienne de football

La coupe Grey est terminée? Vive la coupe Grey!

ROBERT LAFLAMME
PRESSE CANADIENNE

Calgary — L'échec des Alouettes au match de la coupe Grey, hier, n'a pas été crevé-cœur comme le score serré de 28-26 l'indique. Les joueurs s'en remettent rapidement parce qu'ils savent qu'ils n'ont qu'eux à blâmer pour la défaite contre les Lions de la Colombie-Britannique.

La page sur la saison 2000 était d'ailleurs à peine tournée en Alberta qu'on parlait déjà de la rencontre de championnat de l'an prochain qui aura lieu à Montréal.

L'organisation de la classique annuelle de la LCF par une équipe n'est toutefois pas gage de réussite. Les Stampede de Calgary en savent quelque chose, ayant goûté à la médecine des Lions cette année. Les Lions eux-mêmes n'ont pu atteindre la finale en 1999 à titre d'équipe hôte.

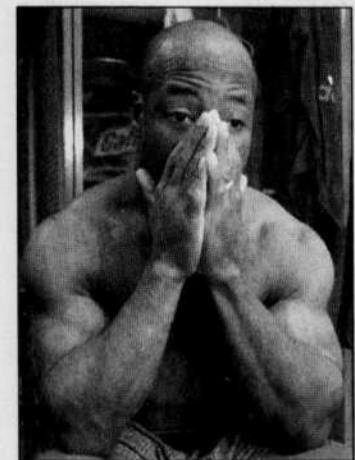
Cela dit, les dirigeants des Alouettes n'envisagent pas de procéder à des changements draconiens à la formation.

«On ne doit pas chambarder l'équipe à cause d'un match. Au football, ce sont des choses qui arrivent [des défaites du genre], a commenté le directeur général Jim Popp en répétant que les Alouettes (12-6 en saison régulière) sont une des plus jeunes équipes de la ligue.

Popp doit décider s'il accordera des contrats aux quatre éléments qui obtiendront le statut de joueur autonome: le joueur de ligne à l'attaque Brian Chiu, le demi défensif Mark Washington, le botteur Terry Baker et le spécialiste des retours de bottés Winston October.

La nouvelle ligue professionnelle aux États-Unis, la NFL, pourrait attirer quelques joueurs dans son giron.

Seul le demi inséré Jock Climie



PAT PRICE REUTERS

Comme ses coéquipiers, Mike Pringle avait la mine plutôt basse après la défaite des Alouettes dimanche. Mais déjà, les joueurs se tournent vers la prochaine campagne.

envisage la retraite, comme il le fait à la fin de chacune des saisons depuis quelques années.

Mais la tentation sera sans doute forte pour lui de repousser d'une autre année le début de sa carrière en droit, compte tenu de la solide performance qu'il a offerte dimanche. Le Toronto a capté six passes pour des gains de 97 verges, en plus d'un touché.

La présentation du match de la coupe Grey à Montréal en 2001 n'est pas un facteur qui influencera sa décision. «Je veux analyser la situation avec du recul, comme je le fais depuis quelques années», a-t-il dit dans le vestiaire hier soir.

Les joueurs n'ont également pas le sentiment que la direction doit bouger. «Nous avons le potentiel pour connaître une autre solide saison et être de retour au match de la coupe Grey chez nous l'an prochain», a résumé le centre-arrière Bruno Heppell.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est							
	G	P	N	DP	BP	BC	Pts
Ottawa	12	7	4	0	74	57	28
Toronto	12	7	3	1	65	47	28
Buffalo	12	6	2	1	59	50	27
Boston	7	11	3	2	56	84	19
Montréal	6	15	2	0	58	74	14

Section Atlantique							
Pittsburgh	11	7	3	1	64	58	26
New Jersey	11	8	3	0	77	60	25
NY Rangers	12	11	0	0	76	71	24
Philadelphie	10	9	4	0	57	61	24
NY Islanders	6	11	2	2	45	60	16

Section Sud-Est							
Tampa Bay	8	9	2	2	63	74	20
Caroline	8	10	3	1	54	66	20
Washington	6	10	6	1	53	66	19
Atlanta	5	8	6	1	50	63	17
Floride	5	9	4	3	45	56	17

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale							
St. Louis	15	4	3	0	71	39	33
Detroit	14	8	1	1	72	61	30
Nashville	8	9	5	1	52	60	22
Chicago	7	12	2	2	56	69	18
Columbus	7	15	1	1	46	77	16

Section Nord-Ouest							
Colorado	16	4	3	0	73	48	35
Edmonton	14	9	3	0	76	67	31
Vancouver	12	7	3	2	81	68	29
Minnesota	7	12	4	1	51	62	19
Calgary	5	11	5	4	52	69	19

Section Pacifique							
Dallas	13	5	3	1	60	42	30
Phoenix	12	6	6	0	67	56	30
San Jose	13	5	2	0	58	43	28
Los Angeles	11	7	6	0	82	68	28
Anaheim	8	11	4	2	65	82	22

Hier

Atlanta à Montréal
Tampa Bay à N.Y. Islanders
Chicago à Detroit

Aujourd'hui

Pittsburgh à Boston, 19h00
Buffalo à Ottawa, 19h00
Los Angeles à N.Y. Rangers, 19h00
Calgary à Nashville, 20h00
Anaheim à Vancouver, 22h00
Minnesota à San Jose, 22h30

Demain

St. Louis à Toronto, 19h30
N.Y. Rangers à New Jersey, 19h30
Tampa Bay à Washington, 19h00
Detroit à Atlanta, 19h30
Caroline en Floride, 19h30
Philadelphie à Columbus, 19h00
Calgary à Dallas, 20h30
Phoenix à Colorado, 21h00
Montréal à Edmonton, 21h00

Jeudi 30 novembre

Toronto à N.Y. Islanders, 19h30
Philadelphie en Caroline, 19h00
Nashville à Chicago, 20h30
Montréal à Vancouver, 22h00
Minnesota à Phoenix, 21h00
Anaheim à San Jose, 22h30

FOOTBALL

ASSOCIATION AMÉRICAINE

Section Est						
	G	P	N	Moy.	PP	PC
Miami	9	3	0	.750	237	160
N.Y. Jets	8	4	0	.667	260	229
Buffalo	7	5	0	.583	237	237
Indianapolis	7	5	0	.583	317	256
N.-Angleterre	3	9	0	.250	192	253

Section Centrale						
Tennessee	9	3	0	.750	241	175
Baltimore	9	4	0	.692	262	135
Pittsburgh	6	6	0	.500	232	181
Jacksonville	5	7	0	.417	236	272
Cleveland	3	10	0	.231	137	312
Cincinnati	2	10	0	.167	134	281

Section Ouest						
Oakland	10	2	0	.833	352	235
Denver	8	4	0	.667	371	293
Kansas City	5	7	0	.417	283	274
Seattle	4	8	0	.333	216	298
San Diego	1	11	0	.083	206	307

ASSOCIATION NATIONALE

Section Est						
Philadelphie	9	4	0	.692	287	199
N.Y. Giants	8	4	0	.667	244	191
Washington	7	5	0	.583	238	201
Dallas	4	8	0	.333		

LE DEVOIR

VOL. XCI N° 272

LE MARDI 28 NOVEMBRE 2000

87c + TAXES = 1\$

LE TOUR DU CHAPEAU

PERSPECTIVES

Les solitudes

Les résultats définitifs des élections fédérales 2000 n'étaient pas encore connus qu'on savait déjà, et ce, dès les derniers jours, que ce scrutin renforcerait un morcellement. Morcellement de l'échiquier politique, de l'électorat et, surtout, du pays.

Jour après jour, les discours de la plupart des chefs ont creusé un peu plus les lignes de fracture, opposant des visions de l'économie, du rôle de l'État et de la fédération ancrées dans la culture politique de leur région de prédilection.

Par le passé, l'énumération des bastions des partis aboutissait à une liste de circonscriptions disparates qui pouvaient finir par former un chapelet dans tout le pays. Aujourd'hui, des provinces entières forment des blocs qui excluent presque sans partage le point de vue de l'autre.

Ce phénomène a gagné en acuité en 1993 avec l'entrée en scène du Bloc québécois et du Reform — aujourd'hui l'Alliance — et l'accession des libéraux au pouvoir grâce à l'appui massif des Maritimes et de l'Ontario. En 1997, seul le bloc atlantique a bougé pour prendre sous son aile les conservateurs et les néo-démocrates. Trois ans plus tard, ces divisions ne se sont pas atténuées mais cristallisées.

Pour l'Ouest et son favori allianciste Stockwell Day, la préférence va au néo-libéralisme économique à forte saveur américaine, à la responsabilité individuelle et à un rôle réduit de l'État. Le populisme traditionnel de cette région domine en matière sociale et de justice. Le gouvernement central est invité à s'effacer davantage au profit de provinces plus autonomes et d'une fédération plus relâchée. Ottawa est vu comme une force souvent hostile aux aspirations de l'Ouest, peu importe le domaine.

Au Québec, la majorité francophone boude encore, en grande partie, les libéraux, en particulier la vision de la fédération que défend avec acharnement Jean Chrétien. Le fait que ces électeurs persistent à appuyer le Bloc montre que la question de la place du Québec au sein de la fédération reste entière et qu'elle ne pourra pas continuer à être évacuée comme elle l'est depuis sept ans.

En Ontario, on ne peut s'opposer à un gouvernement central fort qu'on contrôle et surtout qu'on considère comme sien. Ontarien et Canadien y sont souvent vus comme synonymes. Conservateurs et alliancistes y ont des appuis mais les libéraux y dominent, même si c'est l'inverse au niveau provincial. En Atlantique, l'appui au gouvernement central fort tient de la nécessité. Mais ce soutien n'est pas inconditionnel. On veut être respecté et que ce pouvoir ne s'exerce pas seulement sous l'influence de la puissante Ontario.

La concentration du pouvoir entre les mains du premier ministre, ajoutée au fait que le gouvernement a pu être élu à plusieurs reprises par une minorité de Canadiens concentrés dans une région, exacerbe le sentiment d'aliénation et même d'exclusion ressenti dans différents coins du pays. Ce sentiment est particulièrement vif dans l'Ouest où on estime ne pas avoir un poids politique proportionnel à son poids économique. La campagne menée par les libéraux, axée sur le dénigrement du programme de l'Alliance, de son chef et de tout ce qu'il représente, et les déclarations du premier ministre sur les politiciens de l'Alberta n'ont pas aidé à atténuer le malaise.

Des ponts pourraient être construits pour tenter de faire contrepoids, de calmer ces frustrations régionales. Malheureusement, ce n'est pas le discours qui a dominé cette campagne, surtout pas du côté du gagnant. De plus, aucun chef fédéraliste n'est parvenu à concilier les conceptions du pays auxquelles croit chaque région.

Le premier ministre Chrétien a plutôt avivé des clivages déjà profonds. Et ceux qui, comme Stockwell Day ou Joe Clark, ont osé parler de tendre la main ont récolté les quolibets d'usage. Surtout quand ils visaient les nationalistes québécois. Quand aux gens de l'Ouest, ils ont vu leurs idées ridiculisées et leurs valeurs jugées non canadiennes.

Quand à la majorité francophone québécoise, elle s'est fait dire qu'il serait inutile de voter pour le Bloc sans pour autant se faire offrir autre chose que le *statu quo*. Les bloquistes, dans ce contexte, maintenaient le cap sur la souveraineté tout en s'efforçant de s'attirer la faveur des fédéralistes en attendant d'une meilleure solution que celle présentée par les libéraux.

Jean Chrétien avait dit cet été, à un journal d'Ottawa, qu'on ne pouvait pas convaincre un souverainiste mais seulement le combattre. Il a démontré au cours des cinq dernières semaines qu'il s'en tenait à cette

VOIR PAGE A 10: SOLITUDES

INDEX

7	Annances..... B 4	Idées..... A 9
8	Avis publics... B 8	Monde..... B 6
9	Bourse..... B 2	Mots croisés... B 4
10	Culture..... B 8	Météo..... B 4
11	Économie..... B 1	Sports..... B 5
12	Éditorial..... A 8	Télévision..... B 9

Jean Chrétien remporte son pari Important recul du Bloc: 39 députés

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR



À 10h précises hier, le chef du Parti libéral Jean Chrétien a voté à l'école de Sainte-Flore, à Grand-Mère, dans le comté de Saint-Maurice.

Et de trois pour Jean Chrétien. Le premier ministre sortant a été reconduit dans ses fonctions hier soir, alors que le Parti libéral a remporté, avec une majorité accrue, une troisième victoire électorale consécutive.

Jean Chrétien a ainsi réitéré l'exploit du chef libéral Wilfrid Laurier, dont il se réclame, qui avait donné à son parti trois gouvernements majoritaires de 1900 à 1911.

M. Chrétien doit sa victoire, à cette 37^e élection canadienne, aux gains de sept sièges qu'il a faits dans les Maritimes, à la mainmise qu'il a conservée sur son bastion ontarien et aux gains nets faits au Québec, aux dépens du Bloc québécois malgré la bonne campagne de son chef Gilles Duceppe. Ce dernier espérait que l'impopularité de la loi C-20 sur la clarté référendaire allait jouer contre le premier ministre. Le Bloc comptait aussi que les divers scandales dans les subventions avaient terni la réputation du gouvernement Chrétien.

L'Alliance canadienne, qui espérait à tout le moins ébranler la majorité libérale en grugeant ses appuis ontariens, aura aussi perdu son pari.

Au moment de mettre sous presse hier soir vers 23h30, les libéraux étaient en avance dans 169 circonscriptions, contre 67 pour le parti de Stockwell Day, dont à peine deux en Ontario. Le Nouveau Parti démocratique d'Alexa McDonough et le Parti progressiste-conservateur de Joe Clark se débattaient encore pour gagner 12 sièges et ainsi retenir leur statut de parti officiel à la Chambre des communes. Le PC était en avance dans 12 circonscriptions, le NPD, dans 15. Les deux chefs étaient toutefois réélus.

Le Bloc québécois avait remporté ou était en avance dans 39 des 75 circonscriptions du Québec contre 36 pour le Parti libéral. Quant au seul député conservateur du Québec, André Bachand, il menait une chaude lutte au bloquiste André Bellavance. Le bloquiste Daniel Turp a perdu son siège au profit du candidat libéral vedette Serge Marcil, ancien ministre dans le gouvernement libéral provincial de Daniel Johnson et identifié à l'aile nationaliste du PLQ.

VOIR PAGE A 10: CHRÉTIEN

■ Autres informations en pages A 3, A 4 et A 5

Non, ça change pas le monde

Les personnes sans domicile fixe ont voté pour la première fois

JEAN DION
LE DEVOIR

Non, ça change pas le monde. Et cette fois, il n'y a pas de «sauf que».

Voter? À midi hier, Jean-Marie n'avait pas l'intention de le faire: «Je ne crois pas à ça.» Geneviève, elle, était certaine que non: «C'est complètement ridicule.» Robert irait peut-être, «quitte à annuler» ou à appuyer un candidat marginal, «le communiste, par exemple». Roger, dit «le rebelle», se proposait pour sa part de passer au bureau de vote, «par devoir»: dans sa mire, le Parti marijuana.

Café de la rue, rue Amherst. Par l'arrière, le resto à prix modiques communique avec la salle de rédaction du journal *L'itinéraire*, située, elle, sur Ontario. Entre les deux, faisant le coin, ô ironie, un commerce de prêts sur gages. C'est jour d'élections, mais il faudrait une imagination très fertile pour y déceler une quelconque effervescence politique. Même si, pour la première fois, les sans-abri ont un droit de vote «élargi».

«Quand tu te demandes si tu vas manger et où tu vas coucher, le vote, tu sais...», dit Jean-Marie, qui proteste d'abord contre la catégorie «itinérants» utilisée à gauche et à droite. «L'itinérance, c'est avant tout la solitude. Ce n'est pas un groupe. Prends mille personnes, tu vas avoir mille histoires différentes.»

Il est bien placé pour le savoir: il a lui-même fait la rue, pendant une dizaine d'années. *Idem* pour les autres. Il faudrait des dizaines d'articles comme celui-ci pour seulement commencer de raconter leurs histoires complètement tordues, à peine croyables, désespérément humaines. Drogue, alcool, prostitution, isolement, les uns précédant les autres ou vice-versa, le cycle infernal à la fois bien connu et si méconnu les a tous jetés au tapis, sauf qu'il n'y avait pas de tapis. Que le béton froid du trottoir.

Aujourd'hui, ils travaillent tous à un degré ou un autre au café ou au journal. Sortis de l'auberge? Pas mal, dit Jean-Marie, «mais la ligne est si mince, et

«Tous les politiciens, c'est la même affaire, la même bouette. Et quand tu joues dans bouette, tu finis par te faire éclabousser.»

VOIR PAGE A 10: DOMICILE



«Quand tu te demandes si tu vas manger et où tu vas coucher, le vote, tu sais...»

Gore au pied de la muraille

PASCAL RICHÉ
LIBÉRATION



Gore et Lieberman sont prêts à se battre jusqu'à leur dernière cartouche juridique.

Washington — Al Gore continue, mais où va-t-il? Officiellement distancé de 530 voix en Floride, il refuse de concéder la défaite. Il est prêt à se battre jusqu'à sa dernière cartouche juridique. Hier soir, dans un discours solennel à la Nation, il devait expliquer le sens de son acharnement. Il a déjà donné dimanche un aperçu de son message: «J'estime qu'il est vital pour notre démocratie de s'assurer que chaque voix soit comptée, particulièrement s'il s'agit d'une élection serrée», a-t-il déclaré devant sa demeure vice-présidentielle, près de l'observatoire, à Washington. Son colistier Joe Lieberman, contestant la proclamation de résultats «incomplets et inexacts», a renchéri sur le thème des principes: «Ce qui est en jeu, ce n'est pas moins que le droit de vote sacré de chaque américain». Maintenant qu'il a été oint par les autorités de Floride, son rival George W. Bush a beau

jeu de dénoncer le jusqu'au-boutisme de son rival, «néfaste pour le pays». Il a confié à son colistier Dick Cheney le soin de préparer l'équipe de transition.

Pour comprendre l'acharnement de Gore, il faut se mettre à sa place. Il a obtenu la majorité des votes dans le pays, avec quelque 300 000 voix d'avance; si le chemin de la Maison-Blanche lui est barré, c'est pour une bête raison technique tenant à la complexité du système électoral américain. Il est par ailleurs convaincu que la majorité des électeurs de Floride a eu l'intention de voter pour lui: à Palm Beach, des centaines de gens se sont trompés de cases et ont voté pour Pat Buchanan (candidat ultraconservateur) au lieu de voter pour lui; à Miami-Dade, où 10 750 bulletins n'ont pas été «lus» par des machines; un recomptage manuel lui assurerait là à coup sûr plusieurs centaines de voix. Al Gore peut donc avoir donc le sentiment

VOIR PAGE A 10: GORE

■ Autres informations en page B 6

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SOLITUDES

SUITE DE LA PAGE 1

philosophie et qu'il appliquait dans ses rapports avec l'Alliance. La polarisation le servait mieux pour former de nouveau le gouvernement. Il l'a cherchée, peu importe les conséquences à long terme. La réconciliation était le dernier de ses soucis.

Stockwell Day a tenté d'offrir une vision accommodante pour les autonomistes québécois mais elle avait le défaut d'ignorer d'autres régions du pays. Elle ne rendait pas compte de la vision d'une large portion de l'électorat ontarien et frappait de plein fouet celle de l'Atlantique. Pour ces deux groupes, un gouvernement central a un rôle d'arbitre et même de gardien à jouer et il ne peut l'abdiquer.

Joe Clark a paru le plus rassembleur en restant fidèle à sa vision d'un Canada des communautés et en tendant la main aux nationalistes québécois. Mais il n'avait pas une machine capable de propager son message. Il n'avait pas le moyen de ses ambitions.

La néo-démocrate Alexa McDonough a proposé un programme aussi centralisateur, sinon plus, que celui des libéraux. Les plus importants volets de son programme se traduisaient par des propositions d'interventions massives dans les domaines de responsabilités des provinces, une position qui ne peut qu'irriter une bonne portion des gens de l'Ouest et les Québécois.

Les réponses aux divisions n'auront pas vraiment été débattues durant cette campagne et elles le seront d'autant moins dans le prochain parlement que tout esprit de compromis a été miné par le ton des échanges.

Poursuite policière

Granby (PC) — Le vol d'un camion à Granby s'est terminé par une folle poursuite dans la région de Belœil, en Montérégie, hier avant-midi. Après 20 minutes de folle cavale, le jeune voleur s'est jeté en bas du véhicule qui continuait sa route avant de faire une chute de plusieurs mètres en bas d'un viaduc. Le présumé voleur, originaire de Sainte-Thérèse, aurait volé le camion d'une compagnie de Granby durant la journée de dimanche. Hier matin, un employé de la compagnie a reconnu le véhicule volé dans la région de Saint-Bruno. Il a alors contacté la Sûreté du Québec. Un patrouilleur se trouvait à proximité du fuyard. La poursuite s'est alors amorcée à haute vitesse sur les autoroutes 10, 20 et 30. A un certain moment, le présumé voleur s'est retrouvé en sens inverse de la circulation. Au cours de la poursuite, il est entré en collision avec trois voitures de police, faisant un blessé léger chez les policiers. Se sentant pris au piège, le jeune homme de 20 ans s'est laissé tomber en bas du camion sur un viaduc à Saint-Mathieu-de-Belœil. Le camion a poursuivi sa route pour sauter par-dessus le viaduc et se retrouver plusieurs mètres plus bas. Le fuyard devrait faire face à une kyrielle d'accusations, dont celles de conduite dangereuse, de recel, de vol.

Rectificatifs

Dans l'article intitulé «Jeunes de aujourd'hui» de notre édition de samedi, l'Ensemble contemporain de Montréal a malencontreusement été rebaptisé l'Ensemble contemporain de musique. Nos excuses.



Dans notre édition d'hier, l'article intitulé «Les plus grands groupes mafieux sont bien implantés à Montréal» contenait une grossière erreur. Le rapport sur le crime organisé dont il est question n'a pas été rédigé par le Service canadien de renseignement sur la sécurité (SCRS) mais plutôt par le Service canadien de renseignements criminels (SCRC). Ces deux organismes sont distincts. Le commissaire Murray est présenté à tort comme le président du SCRS. Il est plutôt président du SCRC. Toutes nos excuses.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

La confiance était au rendez-vous à Shawinigan

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Shawinigan — La soirée électorale à Shawinigan, au cœur de la circonscription de Jean Chrétien, a démarré lentement mais avec assurance. Aucun doute ne planait chez les partisans libéraux rassemblés pour accueillir leur premier ministre: Jean Chrétien remporterait le pari personnel de se faire élire pour un troisième mandat consécutif à la tête du Canada.

Les premiers résultats provenant des Maritimes, qui démontraient des gains pour les libéraux, ont d'ailleurs été accueillis avec des applaudissements au centre des congrès de Shawinigan. Ils étaient quelques dizaines de partisans disciplinés à attendre patiemment l'arrivée de M. Chrétien, prévue pour minuit.

La confiance était au rendez-vous. La question d'un gouvernement majoritaire ou minoritaire ne faisait aucun doute. François Chrétien, le cousin du premier ministre, s'est déplacé de Saint-Étienne-des-Grès pour participer au rassemblement. «C'est probablement la dernière fois que M. Chrétien se fait élire

comme premier ministre. Ça va être un discours important», croyait François Chrétien.

Fier que toute la famille soit libérale, François Chrétien estime que la campagne s'est bien déroulée malgré les derniers moments, marqués par les insultes entre chefs. «Il est resté debout même s'il était attaqué de partout. Lui au moins n'a pas fait d'attaques personnelles», a affirmé François Chrétien.

Paul Bournival, qui a suivi l'actualité au jour le jour, abondait dans ce sens. Il prédisait avec assurance une victoire au Parti libéral, qui a «un bon bilan». «Je suis libéral jusqu'au bout des ongles. Mais on n'est pas libéral pour être libéral. On l'est parce qu'on est contre la séparation du Québec», a-t-il ajouté avant de s'enflammer contre les séparatistes.

Jean Chrétien a suivi la sortie des résultats à son chalet de Lac-des-Piles avec ses proches collaborateurs et sa famille. Il était entouré de son épouse Aline, de sa fille France et de son mari, André Desmarais, ainsi que de leurs trois enfants. En début de soirée, il a dit avoir «toujours» des papillons. «C'est jamais sûr quand c'est pas tout entré», s'est-il limité à affirmer.

CHRÉTIEN

SUITE DE LA PAGE 1

L'autre candidat libéral vedette, Georges Farrah, a aussi été réélu aux Îles-de-la-Madeleine. Quant aux trois ex-conservateurs passés sous la bannière libérale, au moins deux (André Harvey et David Price) ont quand même été réélus. Le sort de Diane St-Jacques était encore incertain.

Pour le Bloc québécois, qui avait mené une campagne désastreuse en 1997, il était important de ne pas passer sous la barre des 44 sièges (son score à la précédente élection). Le chef Gilles Duceppe s'était préparé minutieusement pour cette élection et il était visiblement prêt. Il avait même mené un blitz de 36 heures en fin de campagne pour inviter les troupes à ne rien tenir pour acquis en fin de parcours.

M. Chrétien, quant à lui, caressait l'espoir d'obtenir une majorité des sièges au Québec (donc au moins 38). Depuis le rapatriement de la Constitution en 1982, le Parti libéral (qui avait alors 74 des 75 sièges du Québec) n'a jamais réussi à faire réélire une majorité de députés dans la province.

M. Chrétien avait déclenché des élections hâtives, prétextant qu'il fallait mener un débat de «valeurs» avec l'arrivée de l'Alliance canadienne. Il avait ainsi pris au dépourvu son principal rival à l'extérieur du Québec. A la dissolution du parlement, le Parti libéral détenait 161 sièges, l'Alliance canadienne en avait 58, le Bloc québécois, 44, le Parti conservateur, 15, et le NPD, 19. Il y avait aussi 2 indépendants.

Le leader du Parti progressiste-conservateur, Joe Clark, n'aura pas réussi à accroître ses appuis: dans les Maritimes, il a perdu quatre députés, remportant seulement neuf circonscriptions. A la dissolution du parlement, le 22 octobre dernier, le parti détenait 13 sièges dans l'Atlantique. Les électeurs de Beauséjour-Pétiocadiac n'auront pas pardonné à la transfuge Angela Vautour d'avoir quitté le NPD pour rejoindre les rangs conservateurs. Elle a été défaite par le libéral Dominic LeBlanc, le fils de l'ex-gouverneur général Roméo LeBlanc, qui en était à sa deuxième tentative. Il semblait que l'Alliance canadienne ait joué un rôle dans Tobique-Mactaquac, où le conservateur sortant, Gilles Bernier, tentait de défaire son adversaire libéral dans une lutte à trois qui semblait le défavoriser.

Toujours dans les Maritimes, les Libéraux ont fait un gain net de sept sièges, aux dépens surtout du NPD, qui voyait ainsi, au moment de mettre sous presse, son statut de parti officiel à la Chambre des Communes compromis. Le parti d'Alexa McDonough a en effet perdu trois de ses six sièges de Nouvelle-Écosse, qui sont tous passés aux Libéraux. «Nous allons continuer d'être la force de la vraie re-

présentation qui va se battre pour vous», a tout de même déclaré Mme McDonough à la lecture des résultats de l'Atlantique.

Par contre, le libéral parachuté dans Dartmouth, Bernard Boudreau, qui avait été nommé au cabinet sans être élu pour assurer la représentation de la province au cabinet alors que les Libéraux n'y avaient aucune siège, traînait de l'arrière sur la néo-démocrate Wendy Lill. Mme McDonough elle-même a aussi conservé son siège d'Halifax.

Le député néo-démocrate Yvon Godin, d'Acadie-Bathurst au Nouveau-Brunswick, a été réélu. M. Godin faisait face à l'Allianciste Jean Gauvin, ancien ministre conservateur provincial, et le libéral Bernard Thériault, lui aussi ancien ministre provincial.

A Terre-Neuve, enfin, la situation est restée inchangée, les conservateurs gardant leurs deux sièges et le Parti libéral, les cinq autres. Le candidat vedette Brian Tobin, l'ex-premier ministre de la province qui effectuait un retour en politique fédérale, a été élu dans Bonavista-Trinity-Conception.

À l'Île-du-Prince-Édouard, les quatre députés libéraux sortants qui avaient gagné en 1997 par des avances d'entre 100 et 1900 voix, ont tous été réélus, incluant le Solliciteur général Lawrence MacAulay. Ce dernier a de nouveau remporté de façon très serrée.

En Ontario, au moment de mettre sous presse, tout indiquait que le Parti libéral allait vers un autre balayage, en étant en avance dans 100 sur 103 circonscriptions. L'Alliance canadienne n'avait pas réussi son pari: la percée significative qu'espérait le parti de Stockwell Day ne s'est pas produite. L'Alliance canadienne était en avance dans à peine deux circonscriptions. M. Jones, le seul député sortant allianciste ontarien, a perdu contre le candidat-vedette libéral John McCallum, ex-économiste en chef de la Banque royale. La circonscription de Simcoe-Grey, où le Parti réformiste avait perdu par moins de 500 voix en 1997 et qui constituait le plus grand espoir du parti de M. Day, a aussi été remporté par le PLC.

M. Day a déclaré qu'il resterait le chef de l'opposition officielle. Il a dit lire dans les résultats de l'élection que l'Alliance est «l'option fédérale qui peut déloger le gouvernement libéral». «Vous nous avez dit pas encore, a lancé M. Day à ses militants réunis dans sa circonscription de Okanagan-Coquihalla où il a été réélu. Nous avons entendu ce message.»

Dans l'Ouest, l'Alliance était en avance dans 64 comtés, le NPD dans huit circonscriptions, le Parti libéral, 12. Le chef conservateur Joe Clark a été élu dans Calgary-Centre et son parti était en avance dans au moins un autre comté.

GORE

SUITE DE LA PAGE 1

d'être le président «légitime» victime d'une injustice. Il voit maintenant le piège se refermer sur lui.

Car depuis dimanche, tout se ligue contre son camp. Juridiquement, c'est désormais sur son équipe que repose la charge de la preuve. Ses avocats ont introduit hier des recours contre les résultats de trois comtés, mais leurs chances d'aboutir à de nouveaux décomptes — si longs, si laborieux — sont minces.

Politiquement, Gore va avoir de plus en plus de mal à maintenir la solidité de son propre camp. Les grandes pointures démocrates le soutiennent poliment, mais sans excès de zèle. Le leader démocrate au Sénat Tom Daschle et son homologue à la Chambre Dick Gephardt font des apparitions mesurées à la télévision pour soutenir la croisade du candidat. Certains démocrates jugent en privé qu'à ce stade, une défaite de Gore ne serait pas la pire des catastrophes. Élu dans des conditions controversées, confronté à un Congrès dominé par les républicains, il risquerait de vivre un sinistre mandat. Peut-être, se disent-ils, vaut-il mieux laisser le texan Bush gagner cette élection maudite et révéler son incompetence présumée: cela permettra de prendre le Congrès dans deux ans et la présidence dans quatre.

Les sénateurs, en particulier, ont une très bonne raison de souhaiter secrètement la défaite d'Al Gore. C'est, là encore, une histoire de «recomptes». Joe Lieberman, le colistier d'Al Gore, s'est en effet présenté le 7 novembre à la fois à la vice-présidence et au Sénat dans le Connecticut. S'il est élu à la Maison-Blanche, le gouverneur de cet État, un républicain, nommera pour le remplacer un sénateur de son bord. La haute assemblée sera alors dominée par les républicains: 51 sièges contre 49. Si en revanche Al Gore perd l'élection, le Sénat sera divisé à parts égales entre les deux partis: dans cette configuration, les démocrates pourront imposer des délibérations sur tout problème important, et chaque commission du sénat sera partagée à parts égales par les deux partis... Jusque-là, le front démocrate reste uni, mais un premier craquement a été entendu hier. «Je doute qu'il soit vraiment très sage, de la part du vice-président, de continuer à contester les résultats de Florida», a déclaré hier sur ABC Robert Reich, ancien secrétaire à la travail de Bill Clinton. L'opinion publique, jusque-là patiente, commence elle aussi à se lasser. Selon un sondage ABC-Washington Post réalisé dimanche, 60 % des Américains souhaitent qu'il recon-

naisse la victoire de son adversaire.

L'équipe de George W. Bush joue désormais sur du velours. Encadré par deux drapeaux américains, leur candidat est apparu dimanche sur les écrans pour «accepter avec honneur et humilité» les résultats finaux de la Floride. «Nous assumerons la responsabilité de nous préparer à servir en tant que prochain président et vice-président américains», a-t-il ajouté, solennel. Depuis que, dans la nuit des élections, Al Gore a concédé sa défaite, George Bush est dans une position politique en or car il a avec lui la «présomption de la victoire». Gore a repris sa concession une heure ou deux plus tard, mais c'était trop tard. Bush est dans le château, Gore au pied de la muraille. Et le candidat républicain a toujours pris soin d'entretenir cette image inégale. La situation ne s'est inversée que pendant quelques heures, le 21 novembre, lorsque la Cour suprême de la Floride a autorisé les recomptes manuels. Al Gore a eu le temps de faire un discours très «présidentiel». Mais le comté de Miami-Dade a aussitôt douté ses espoirs en renonçant à compter «faute de temps».

Le temps aura, au bout de cette aventure, été le pire ennemi d'Al Gore. Aujourd'hui, il doit encore courir contre la montre. Le 12 décembre, tous les contentieux doivent avoir été réglés afin que, le 18 décembre, les «grands électeurs» puissent enfin désigner le 43^e président des États-Unis. Est-il possible d'imaginer que de nouveaux dépouillements soient ordonnés par la justice floridienne et menés à bien avant cette date-là? La plupart des analystes en doutent. «Ses chances n'ont pas encore disparu», estime toutefois Allan Lichtman, professeur de sciences politiques à l'American University. Certains importants gains de voix peuvent être instantanés: à Palm Beach où le décompte a déjà eu lieu, si un juge décide qu'il fallait tenir compte des bulletins portant une marque visiblement favorable à Gore, ce sont des centaines de voix qui peuvent lui revenir d'un coup.

Paradoxalement, ce sont les républicains eux-mêmes qui, en saisissant la Cour suprême des États-Unis, ont permis la prolongation du feuilleton américain. Ses neuf juges doivent examiner vendredi si la Cour suprême de la Floride a excédé ou non ses compétences en autorisant mardi dernier les décomptes manuels. L'opinion américaine s'est donc faite à l'idée que son attente allait durer encore une semaine. Si la Cour suprême n'avait pas été mêlée au drame de la Floride, il est probable que Al Gore, soumis à de si fortes pressions, aurait jeté l'éponge dès hier.

DOMICILE

SUITE DE LA PAGE 1

l'être humain est si fragile. Et puis, tu peux sortir un gars de la rue... »

Si la politique ne les entiche guère, c'est qu'ils ont acquis la conviction qu'«aucun parti n'est désireux d'aider les pauvres», explique Jean-Pierre Lacroix, rédacteur en chef de *L'itinéraire*. «Tous les politiciens, c'est la même affaire», ajoute Roger le rebelle. «La même boulette. Et quand tu joues dans boulette, tu finis par te faire éclabousser.»

Pourtant, les médias ont fait large cas d'une modification aux règlements d'Élections Canada permettant pour la première fois aux personnes sans domicile fixe — donc sans adresse, élément clé de la qualité d'électeur — de voter en s'inscrivant à un refuge ou une mission. Pour pouvoir participer au scrutin, les gens concernés devaient obligatoirement avoir passé la nuit de samedi à dimanche dans un de ces centres d'aide. Hier, Elections Canada se disait dans l'impossibilité de préciser combien de personnes seraient touchées par cette mesure. Une façon de procéder qui ne manque pas, par ailleurs, de soulever certains sarcasmes.

Ainsi, souligne Robert, il existe moins d'un millier de places d'hébergement à Montréal alors que le nombre de sans-abri s'élève à au moins 15 000. «Les autres, ils font quoi?», demande-t-il. Et puis, ajoute Jean-Marie, il y a une certaine hypocrisie dans tout ça. «Une nuit, et ils te donnent ton droit de vote. Ça, pour avoir ton vote, il n'y a pas de problème. Mais pour avoir son chèque de B.S., un itinérant doit rester au moins trois soirs au même endroit. Et il a droit à ça une seule fois. Il faut donc qu'il change de place: un mois, à la Old Brewery Mission; le mois suivant, à la Maison du Père; après, l'Armée du Salut. Et quand il a épuisé les quatre ou cinq centres d'aide qui existent, c'est «débrouille-toi, mon vieux».

Le nouveau système (?) a toutefois permis l'émergence d'un candidat presque vedette, vaguement récupéré par les médias mais qui s'en fout parce que c'est exactement ce qu'il voulait: Michel Laporte, porte-étendard du «Parti de rien» dans la circonscription démographiquement contrastée de Westmount-Ville-Marie (où est notamment située la mission Old Brewery). Poussant un peu plus loin la logique, M. Laporte s'est dit que si un sans-abri pouvait être électeur, il pouvait aussi être candidat.

L'idée est venue de Pierre Anthian, directeur de la chorale de l'Accueil Bonneau, dont fait partie Michel Laporte. «On a décidé de présenter un candidat qui ne soit pas celui des sans-abri mais de tout le monde», façon de montrer que l'itinérance n'est pas une tare congénitale mais un sort qui peut guetter n'importe qui, «y compris à Westmount». Le Parti de rien a d'ailleurs placé la lutte contre le jeu, source considérable de détresse, et surtout la dénonciation de la publicité gouvernementale complaisante sur le sujet. «L'État manque totalement à ses responsabilités à cet égard, et il faut le dire», note Pierre Anthian.

M. Laporte a donc mené campagne avec les moyens du bord: ses dépenses totales atteignent la somme nonflante de 2200 \$. Il a fait poser des affiches faites avec des boîtes de carton du genre dont se servent les sans-abri pour s'abriter l'hiver, sur lesquelles il a apposé une photo prise dans une cabine de centre commercial. Hier, des voitures de sympathisants ont fait la navette entre le bureau de scrutin et la mission Old Brewery afin d'aider les locataires temporaires. En début de soirée, la chorale de l'Accueil Bonneau donnait un concert... à l'hôtel Ritz-Carlton.

Ce faisant, M. Laporte dit avoir voulu livrer «un message social» qui, espère-t-il, ira au-delà de l'élection. «Les gouvernements ne sont pas assez conscients de la réalité de la pauvreté, dit-il. Ça ne suffit pas d'en parler une fois tous les quatre ans. Mais en même temps, de notre côté, une campagne est le moment idéal d'en parler. Et si les médias reprennent ça, ne serait-ce que parce qu'ils voient ma candidature comme une curiosité, tant mieux.»

Michel Laporte n'espère rien de particulier en matière de voix, hier. Comme le dit Pierre Anthian, «peu importe le résultat, juste en étant là, on a gagné nos élections».

Pour de meilleures conditions de santé

Hull (PC) — Deux syndicats de l'Outaouais partent en guerre afin d'obtenir de meilleures conditions de santé et de sécurité au travail pour les employés de la région. La FTQ et la CSQ Outaouais réclament du gouvernement de Lucien Bouchard qu'il applique les mécanismes de prévention prévus dans la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

Hier, les deux centrales ont demandé l'appui des quatre députés provinciaux de l'Outaouais lors d'une rencontre à Hull. «Nous allons amener ce sujet à notre caucus», s'est contenté de promettre l'un des députés, Norm MacMillan.

Ces mécanismes de prévention obligerait les employeurs à mettre en vigueur des plans d'actions pour réduire les causes des accidents et des maladies reliés au travail. «On veut forcer le gouvernement à mettre en vigueur une loi qu'il a adoptée voilà 20 ans», a déclaré le représentant de la FTQ Outaouais, Gilles Paquette.

Les deux centrales syndicales joignent un mouvement provincial amorcé en juin dernier par une rencontre avec le premier ministre Bouchard et qui implique plusieurs centrales nationales, dont la FTQ, la CSN, la CSD et la CSQ. Pour l'instant, les mécanismes de prévention ne s'appliquent que dans deux des six groupes de travailleurs couverts par la Commission de la santé et de la sécurité au travail.

Ce secteur, qui comprend entre autres les travailleurs des mines, de l'industrie chimique et des forêts et scieries, ne touche que 13 % des salariés, déplorent les syndicats. Pourtant, dans le secteur minier, la fréquence des accidents et des maladies reliées au travail a diminué de 50 % entre 1987 et 1999, avant-coups.

En Outaouais, l'application des mécanismes de prévention profiterait notamment aux travailleurs de l'industrie du bois, aux fonctionnaires et aux enseignants, ont dit hier les représentants syndicaux. «Grâce à ces mécanismes, on pourrait donner des trucs aux enseignants pour faire face au harcèlement psychologique ou aux allégations d'agressions sexuelles», a dit Diane Martineau de la CSQ.